

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



MINISTERE DU BUDGET

DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET ANNUEL 2017

Juin 2018



« La République de Guinée s'est plus que jamais engagée à être un pays démocratique et ouvert sur la scène internationale. A la suite des élections présidentielles de 2010 et de 2015, le pays a défini de nouveaux caps, orientés vers d'importantes réformes structurelles.

A cet effet, la Guinée s'engage à adhérer au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, notamment sur les grands principes qui fondent cette alliance :

- la transparence de l'action publique, notamment via l'ouverture des données publiques ;*
- la participation des citoyens à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques ;*
- l'intégrité de l'action publique et des agents publics et ;*
- l'utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture et de la redevabilité. »*

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée Nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée Nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances au cours de l'année 2017.

Après le vote le 11 septembre 2017 par l'Assemblée Nationale de la Loi de finances rectificative 2017 et sa promulgation le 14 septembre 2017 par le Président de la République (loi n° L/2017/245/PRG/SGG portant promulgation de la loi L/2017/042/AN du 11 septembre 2017), les crédits ont été mis à la disposition des ministères et institutions.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin décembre 2017 présente une tendance favorable tant en recettes qu'en dépenses. En effet, les recettes ont été mobilisées à hauteur de 15 582,9 Mds, soit 93,92 % par rapport à la prévision annuelle.

Ce niveau d'exécution s'explique par l'effort d'encadrement des régies de recettes et la poursuite des mesures de sécurisation des recettes. Ce niveau aurait été plus important n'eut été la retenue effectuée par la CBG au titre du remboursement des avances payées par elle en 2015.

Le niveau d'exécution des dépenses, base engagement, s'est situé à 13 294,90 Mds contre un objectif à fin décembre de 14 787,92 Mds ; soit un taux d'exécution de 89,90%. Toutefois,, les paiements financés sur les ressources intérieures ont atteint 12 558,55 Mds ; soit un taux d'exécution de 84,92% par rapport à l'objectif annuel 2017. Le solde budgétaire hors dons qui résulte des opérations budgétaires s'est établi à - 3 244,7 Mds ; soit - 3,71% du PIB contre un objectif de - 2 322, 6 ; soit -2,66% du PIB. Quant au solde de base et au solde primaire, ils s'établissent respectivement à - 1,01% et - 0,36 % contre des objectifs de 0,18% et de 1 ,03% du PIB.

Pour assurer une exécution satisfaisante du budget de l'Etat, le ministère du budget a mis en place des outils modernes de régulation budgétaire. A cet effet, depuis le 2^{ème} trimestre 2017, les plans d'engagement trimestriels sont élaborés et transmis aux ministères sectoriels par arrêté du ministre du budget. La promulgation de la Loi de finances rectificative a mis en état le niveau des crédits disponibles consécutivement aux nouvelles autorisations parlementaires qui ont ratifié les mouvements de crédits opérés depuis le

début de l'année sous forme de décrets d'avance, de transferts et de virements de crédits. L'élaboration du plan d'engagement suit une méthodologie rigoureuse qui privilégie la cohérence, d'une part, avec le plan de trésorerie, et d'autre part avec les priorités des ministères et institutions, leurs plans de passation des marchés et la saisonnalité de leurs dépenses.

Il convient de relever qu'au cours de l'année 2017, le pilotage de l'exécution du budget est renforcé par l'établissement des rapports mensuels sur les délais dans la chaîne d'exécution budgétaire afin d'améliorer la fluidité dans l'exécution des dépenses publiques et par la production régulière des états de suivi budgétaire (rapport d'exécution trimestriel, plan d'engagement, ...). Un accent particulier est accordé à la transparence budgétaire par l'amélioration de la qualité de l'information budgétaire et financière, sa communication à l'Assemblée Nationale et sa mise à disposition du public pour promouvoir la redevabilité et le contrôle citoyen de l'exécution du budget.

Table des matières

.....	1
.....	1
Résumé exécutif	3
Sigles et abréviations	6
Liste des tableaux.....	7
Liste des graphiques.....	7
Introduction	8
I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	13
I.1-Etat de mise en œuvre des dispositions fiscales de la LFI 2017	13
I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes.....	14
I.3-Analyse de l'exécution des recettes intérieures	15
I.3.1- Analyse de l'exécution par nature de recettes	15
I.3.2- Analyse de la réalisation des recettes par régie	16
I.4-Analyse de l'exécution des recettes extérieures	21
I.5-Situation des restes à recouvrer et le soutien à la politique petroliere à fin decembre 2017	22
II-SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	23
II.1-Situation des mouvements de crédits	23
II.2- Analyse globale des dépenses	25
II.2.1- Analyse des dépenses par titre	26
II.2.2- Situation des restes à payer	33
III-SOLDE BUDGETAIRE.....	34
IV-CONCLUSION.....	35
ANNEXES	i
Tableau n°11: Exécution Globale/Grandes natures et phases de la Dépense publique hors FINEX au decembre 2017 en de millier de GNF	
Tableau n°12 : Exécution globale de la dépense /phases et par Administration à fin septembre 2017 (en milliers de GNF)	
Tableau n°13 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures à fin juin (base ordonnancement)	
Tableau n°14 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base payement) à fin decembre 2017 en de millier de GNF.....	
Tableau n°15: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (hors collectivité) en de millier de GNF.....	
Tableau n°16: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivité) en de millier de GNF	

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
BND	Budget national de développement
CBG	Compagnie des bauxites de Guinée
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la Transition
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du Budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificatives
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du Budget
PACV	Programme d'appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie Générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d'appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PNDES	Programme nationale de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l'énergie
RGBCP	Règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d'affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Liste des tableaux

Tableau 1 : Grandes masses de la loi de finances rectificative 2017 (en Mds de GNF)	9
Tableau 2 : Recapitulatif de l'exécution du budget en piliers du PNDES au 31 décembre 2017 (en millier de GNF)	12
Tableau 3 Exécution globale des recettes au 31 décembre 2017 (en milliers de GNF)	14
Tableau 4 : Exécution des recettes fiscales (en milliers de GNF)	15
Tableau 5 : Situation des recettes non fiscales à fin decembre 2017 (en milliers de GNF)	16
Tableau 6: Exécution des recettes collectées par la DNI à fin decembre 2017 (en milliers de GNF)	18
Tableau 7: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin Decembre 2017 (en milliers GNF)	20
Tableau 8 : Recettes collectées par la DNTCP à fin decembre 2017 (en milliers de GNF)	21
Tableau 9: Dons et Emprunts à fin décembre (en milliers de GNF)	22
Tableau 10: Situation des restes à recouvrer et soutien à la politique pétrolière au 31/12/2017 (en Mds de GNF)	22
Tableau 11: Mouvements de crédits ratifiés par la loi de finances rectificative (en milliers de GNF)	23
Tableau 12: Synthèse de l'exécution des investissements en milliards de GNF	31
Tableau 13: Situation des restes à payer	34
Tableau 14: Exécution Globale/Grandes natures et phases de la Dépense publique hors FINEX au 31 decembre 2017 en de millier de GNF	ii
Tableau 15: Exécution globale de la dépense /phases et par Administration à fin septembre 2017 (en Mds de GNF)	iii
Tableau 16: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base payement) à fin décembre 2017 en de millier de GNF.....	v
Tableau 17 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement y compris FINEX) à fin décembre 2017 (en Mds de GNF)	vii
Tableau 18: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (hors collectivité) en de millier de GNF.....	ix
Tableau 19: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivité) en de millier de GNF xi	
Tableau 20: Situation Résumée des Opérations Budgetaires de l'Etat en milliards de GNF.....	
Tableau 21 : Ventilation du budget 2017 en fonction des piliers du PNDES à fin décembre 2017 (en millier de GNF).....	

Liste des graphiques

Graphique 1 : mobilisation des ressources a fin decembre 2017	15
Graphique 2 : Execution des recettes par regies à fin decembre 2017	17
Graphique 3: Exécution des dépenses par titres en 2017	25
Graphique 4 : Exécution comparée des dépenses par titre base engagement et paiement (en Mds de GNF)	Erreur ! Signet non défini.

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux Lois de Finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée Nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et non fiscales ainsi que celui de consommation des crédits.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année et à l'Assemblée Nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics, et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

A la fin de l'année, le Gouvernement produit un compte-rendu de l'exécution budgétaire. Ce dernier rend compte de l'exécution du budget en y intégrant les opérations qui se sont déroulées durant la période complémentaire.

Rappel des principaux objectifs et résultats de la politique budgétaire en 2017

Au cours de l'année 2017, les objectifs de la politique budgétaire étaient essentiellement axés sur (i) un endettement nul de l'Etat vis-à-vis de la Banque centrale, (ii) le maintien du déficit budgétaire y compris les dons à un niveau raisonnable en pourcentage du Produit Intérieur Brut (PIB), (iii) la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels, (iv) la consolidation et l'approfondissement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, (v) une meilleure allocation des ressources en privilégiant les services de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance, (vi) le renforcement de la déconcentration budgétaire, (vii) la mise en œuvre du plan stratégique de réformes des finances publiques et (viii) la mobilisation des ressources pour l'exécution du Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020.

Suite à l'évolution de la situation macroéconomique après le vote de la loi des finances initiale, le Gouvernement s'est doté en octobre 2017, d'un collectif budgétaire qui s'est reposé sur les principaux agrégats suivants : une révision du taux de croissance du PIB de 6,6% contre 5,8% en début d'année,

un taux de pression fiscale de 15,43% contre 16,21% du PIB , un taux d'inflation de 8,2%, un solde budgétaire dons exclus (base engagement) de - 2,66% du PIB contre un objectif initial de -4,04% du PIB.

Comparativement à la loi de finances initiale, les résultats de l'exécution des grandes masses de la loi de finances rectificative 2017 se présentent comme suit :

Tableau 1 : Grandes masses de la loi de finances rectificative 2017 (en Mds de GNF)

Grandes masses	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative	Exécution base prise en charge comptable
Recettes intérieures	12 704,33	13 275,84	12 849,57
Dépenses courantes	10 475,61	11 104,79	11 001,12
Dépenses en capital	4 852,84	4 707,22	4 178,86
Solde de base dons exclus	- 2 438,52	- 2 322,61	- 3 244,7
Solde de base dons exclus en % du PIB	- 3,68%	- 2,66%	- 3,71 %

Source : DNB

Le solde budgétaire hors dons qui résulte des opérations budgétaires s'est établi à - 3 244,7 Mds ; soit - 3,71% du PIB contre un objectif de - 2 322, 6 ; soit -2,66% du PIB. Quant au solde de base et au solde primaire, ils s'établissent respectivement à - 1,01% et - 0,36 % contre des objectifs de 0,18% et de 1 ,03% du PIB.

En améliorant l'objectif de solde de base hors dons de -3.68% à -2,66% du PIB, les recettes intérieures ont connu une augmentation de 571,51 Mds et les dépenses courantes un accroissement de 639,18 Mds tandis que les crédits au titre des dépenses d'investissements ont été réduits globalement de 145,62 Mds.

Comparées aux prévisions de la LFR 2017, les recettes intérieures ont connu une réalisation de 96,79% ; quant aux dépenses courantes, elles se situent à 99,10% et les dépenses d'investissement sont exécutées à hauteur de 88,78%. Le solde de base qui se dégage à fin décembre 2017 est de - 1,01% du PIB contre -2,66% du PIB projetée.

Les déséquilibres budgétaires de la Guinée se sont sensiblement détériorés en 2017. Le solde budgétaire de base a enregistré un déficit de 1,1% du PIB en 2017, malgré un excédent de 0,5% jusqu'en octobre 2017. Cette performance plus faible que attendu a reflété des recettes fiscales globales inférieures à celles programmées et de dépenses plus élevées que programme' dont une grande partie a été approuvée par l'utilisation irrégulière de procédures exceptionnelles telles que les lettres d'autorisation spéciales (AP) qui ont été appliquées en dehors du champ d'application de la loi. Les recettes minières ont augmenté à 2.3 pourcent (2.1 pourcent en 2016) mais elles étaient notamment inférieures aux niveaux programmés en raison de l'impact des protestations sociales sur l'activité de la société de bauxite CBG et

l'amortissement des investissements de la CBG. Les revenus non-miniers se sont réduits à 11 pourcent du PIB (11.9 en 2016). Notamment recettes provenant de l'impôt sur les sociétés non minières et la TVA intérieure étaient moins élevés que programmées, aussi à cause de délais dans la mise en œuvre des projets Rand et Mercury pour le contrôle et paiement électronique. En plus, la taxe sur les produits pétroliers (TSPP) a baissé significativement à 0,5% du PIB (1,2% du PIB en 2016) en raison des ajustements à la baisse de la taxe pour maintenir des prix de détail constants, compte tenu de l'augmentation des prix à l'importation. Pourtant les taxes sur le commerce international ont été 0.2 pourcent du PIB plus élevées que prévu soutenues par un commerce fort et le renforcement des contrôles et recouvrement, y compris la numérisation. Du côté des dépenses, nous avons maintenu notre masse salariale et nos subventions à l'électricité en ligne avec les objectifs de notre programme, respectivement à 3,6% et 1,3% du PIB. Cependant, les dépenses en biens et services ont dépassé les niveaux programmés en raison des coûts plus élevés que prévu pour les élections locales, à 3,6% du PIB. Dépenses en capital financées sur ressources intérieures étaient largement supérieures aux niveaux programmés de 0.8 pourcent du PIB, en reflétant aussi l'exécution des projets dans le cadre de la célébration de l'indépendance. En raison des besoins de financement budgétaire plus élevés que ceux programmés, le financement net à partir de la Banque Centrale a atteint 0.5 pourcent du PIB, par rapport à un repaiement net programmé de 0.3 pourcent du PIB, et un financement auprès de banques commerciales a augmenté à 0.9 pourcent du PIB, plus élevées des objectifs du programme. En outre, des arriérés intérieurs équivalant à 0,1% du PIB ont été accumulés.

Source FMI

Contexte économique et budgétaire

L'exécution du budget de l'exercice 2017 est intervenue dans un contexte marqué par :

- l'engagement à la préservation de la stabilité macroéconomique et à la réalisation du programme des réformes;
- le vote de la loi Plan portant Plan National de Développement Economique et Sociale 2016-2020 (PNDES) et l'organisation à Paris de la conférence des bailleurs de la Guinée au cours de la réunion du Groupe consultatif en vue de son financement ;
- les travaux d'aménagement du projet hydroélectrique de Souapiti, des travaux sur les pistes rurales, ainsi que les investissements en appui à l'organisation de la fête de l'indépendance à Kankan ;
- la conclusion en novembre 2017 d'un accord au titre de la facilité élargie de crédit du Fonds Monétaire International (FMI) pour la période 2017-2020 ;
- l'organisation de la première revue annuelle des établissements publics à caractère administratif de l'Etat ;

- la mise en œuvre de nouvelles dispositions fiscales et douanières pour l'exercice 2017, notamment celles relatives au droit de timbres sur les véhicules importés ;
- l'application du protocole d'accord conclu entre le Gouvernement, le Syndicat et le Patronat ;
- l'organisation du Forum international sur les finances publiques avec pour thème « Efficacité des politiques publiques et transparence dans la gestion des finances publiques » ;
- la présidence par la Guinée de l'Union Africaine.

Déclinaison du budget en piliers du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES)

Le PNDES vise les résultats finaux suivants :

- à l'horizon 2020, le bien-être de la population guinéenne est amélioré, les inégalités sont réduites et l'équité intergénérationnelle est améliorée ;
- la transformation structurelle durable de l'économie guinéenne est amorcée.

A cet effet, il repose ses stratégies sur quatre (4) piliers ci-après :

- Pilier 1 : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable;
- Pilier 2 : Transformation économique durable et inclusive;
- Pilier 3 : Développement inclusif du capital humain;
- Pilier 4 : Gestion durable du capital naturel.

Le budget de l'Etat étant l'instrument de mise en œuvre du PNDES, un arimage a été fait pour asseoir son exécution autour de ces principaux piliers dont la synthèse par pilier du PNDES est présentée dans le tableau 21 joint en annexe.

A fin décembre 2017, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES sur la base des paiements se situe en moyenne à 84,93%. Cependant, les crédits destinés aux dépenses des ministères et institutions du pilier 2 relatif à la transformation économique durable et inclusive ont enregistré un taux de paiement de 98,61% et un niveau plancher de 62,54% pour les ministères du pilier 4 consacré à la gestion durable du capital naturel.

Le niveau élevé des paiements des ministères du pilier 2 est dû essentiellement au dynamisme des ministères des travaux publics, de l'énergie et de l'hydraulique, tandis que le pilier 4 n'est impacté que par le secteur du tourisme et de l'hôtellerie dont le niveau de paiement a été faible.

Les paiements réalisés par rapport aux engagements au cours de l'année 2017 représentent 85,92%.

A fin décembre 2017, les investissements du PNDES ont été exécutés conformément au tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Recapitulatif de l'exécution du budget en piliers du PNDES au 31 décembre 2017 (en milliers de GNF)

<i>Piliers</i>	<i>Investissement (LFR)</i>	<i>Exécution (base paiement)</i>		<i>Total</i>	<i>Taux d'exécution</i>
		<i>BND</i>	<i>FINEX</i>		
1. Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	828 773 769	202 737 874	252 153 400	454 891 274	54,89%
2. Transformation économique durable et inclusive	2 542 750 796	1 170 181 329	1 547 349 910	2 717 531 239	106,87%
3. Développement inclusif du capital humain	1 193 601 606	206 906 763	320 837 600	527 744 363	44,21%
4. Gestion durable du capital naturel	42 008 000	4 964 260	102600	5 066 860	12,06%
Total	4 607 134 171	1 584 790 226	2 120 443 510	3 705 233 736	80,42%

Sources : DNB/DNIP

L'exécution des investissements du PNDES à fin décembre 2017 se situe à 3 705,23 Mds contre une prévision de 4 607,13 Mds, soit un taux d'exécution de 80,42% . La part du BND dans cette exécution se chiffre à 1 584,79 Mds (34,40%) tandis que celle du FINEX est de 2 120,44 Mds (46,02%).

Les investissements sur BND ont servi à financer en majorité les dépenses du pilier 2 relatif à la transformation économique durable et inclusive pour un montant de 1 170,18 Mds (73,84%). Le FINEX a contribué au financement des 4 piliers pour un montant de 2 120,44 Mds, soit respectivement 252,15 Mds, 1 547,35 Mds 320,84 Mds et 0,10 Mds.

Le compte rendu de l'exécution budgétaire de l'année 2017 s'articule autour des points ci-après :

- I. la situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. la situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. le solde budgétaire
- IV. la conclusion

I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

I.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFI et de la LFR 2017

Les dispositions fiscales contenues dans la LFI 2017, à mettre en œuvre par la Direction Générale des Douanes et la Direction Nationale des Impôts, se présentent comme suit par régie financière:

➤ Direction Générale des Douanes

L'instruction N°000001/MB/DGD du 10 janvier 2017 portant application des dispositions douanières contenues dans la LFI 2017 a fait l'objet d'une large diffusion à l'ensemble du service et des usagers. Cette instruction porte sur les aspects ci-après :

- l'abaissement du taux de la TVA (article 8) ;
- l'exonération de la farine et des huiles alimentaires de la TVA (article 9) ;
- la modification des articles 59-2 et 75 du code général des impôts (article 18 et 19 LFI) ;
- les allègements douaniers sur les matières premières ou intrants destinés à la fabrication des produits de la catégorie 0 du tarif (article 20 LFI) ;
- la taxation des huiles végétales alimentaires (articles 21 LFI) ;
- l'application progressive du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO (article 22 LFI) conformément aux dispositions régissant la période transitoire avant la migration complète.

➤ Direction Nationale des Impôts

En termes de nouvelles mesures fiscales et administratives pour 2017 de la Direction Nationale des Impôts, on peut citer :

- l'élargissement de la retenue de 50% de TVA aux sociétés d'économie mixtes ;
- l'élargissement du prélèvement forfaitaire de 10% aux cotés des sociétés d'économie mixte ;
- le réaménagement des taux de la contribution foncière unique (CFU) et des droits d'enregistrement ;
- le réaménagement des seuils de l'impôt minimum forfaitaire (IMF) entre les grandes entreprises ;
- la sécurisation de la collecte de la taxe unique sur les véhicules (TUV) par l'implication du système bancaire et d'un opérateur de téléphonie mobile (orange money) dans le processus de recouvrement ;
- l'élaboration d'un mécanisme équitable de rétrocession aux collectivités territoriales décentralisées des quotités des recettes de la taxe unique sur les véhicules consécutive aux nouvelles modalités de collecte.

La baisse du taux de TVA de 20 à 18% en 2017 s'explique par la résistance d'une frange importante des opérateurs économiques au rehaussement du taux de 18% à 20%, qui pourrait se traduire par un accroissement significatif

de la fraude à la TVA l'institution du taux de 20% n'a pas permis d'atteindre les objectifs escomptés en matière de collecte du produit de la TVA au titre de l'exercice 2016, le souci de préserver et/ou améliorer la compétitivité des entreprises domestiques vis-à-vis de la concurrence internationale,

Pour accroître le niveau des recettes budgétaires, la LFR 2017 prévoit les mesures ci-après :

- la fixation des principes, modalités et règles relatives à l'ouverture des sous-comptes du compte unique du trésor dans les banques commerciales et chez d'autres opérateurs de technologie de paiements électroniques des recettes fiscales et non fiscales instituées par l'article 18 de la LORF (art 9 LFR) ;
- le recours par voie de contrat, aux meilleures conditions dans l'intérêt du Trésor, aux services des banques commerciales légalement installées en République de Guinée et à tout opérateur de technologies de paiements électroniques ayant les capacités requises à cet effet.

I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

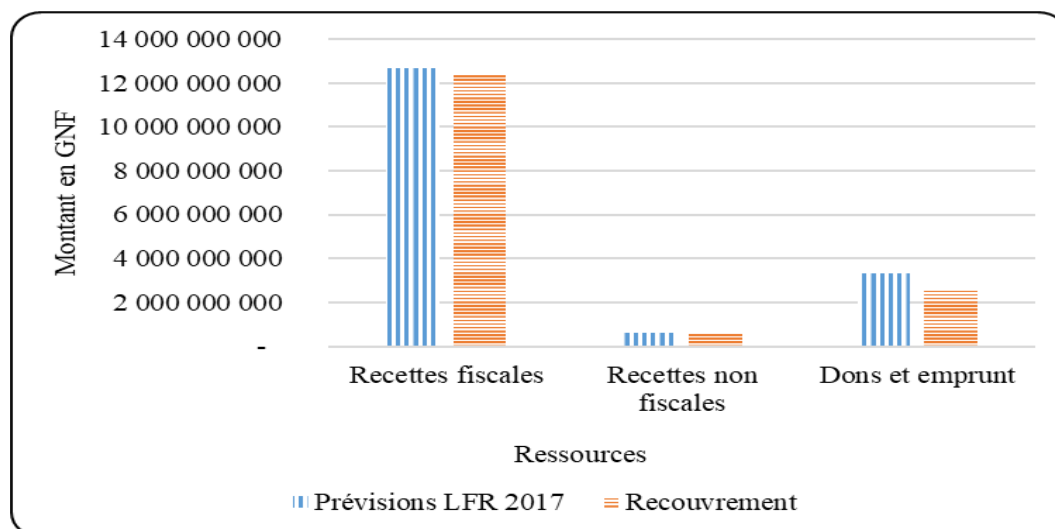
L'exécution globale des recettes à fin décembre 2017 se chiffre à 15 582,28 Mds sur une prévision en LFR de 16 590,84 Mds, soit un taux de réalisation de 93,92%. Elles sont constituées de recettes fiscales pour 12 416,06 Mds, de recettes non fiscales pour 562,38 Mds et de dons et emprunts pour 2 603,85 Mds.

Tableau 3 Exécution globale des recettes au 31 décembre 2017 (en milliers de GNF)

Libelles	Prévisions LFR 2017 (1)	Recouvrement (2)	Taux de Recouvrement (3=2/1)
Recettes fiscales	12 663 642 868	12 416 056 552	98,04%
Recettes non fiscales	612 194 386	562 376 363	91,86%
<i>Recettes en capital</i>	<i>15 395 000</i>	<i>49 749 173</i>	323,15%
Dons et Emprunt	3 315 000 000	2 603 852 192	78,55%
TOTAL GENERAL	16 590 837 254	15 582 285 107	93,92%

Sources : LFR/DNB/TOFE

Graphique 1 : mobilisation des ressources a fin decembre 2017



Source : DNB

1.3-Analyse de l'exécution des recettes intérieures

A fin decembre 2017, les recettes budgétaires intérieures (recettes fiscales et non fiscales) ont été mobilisées à hauteur de 12 978,43 Mds contre une prévision annuelle de 13 275,83 Mds, soit 97,76%.

Les réalisations des recettes interieures à fin decembre 2016 se chiffraient à 11 391,16 Mds contre 12 978,43 Mds en 2017 soit un accroissement de 1 587,27 Mds.

1.3.1- Analyse de l'exécution par nature de recettes

• Recettes fiscales

Sur une prévision annuelle de 12 663,64 Mds, les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 12 416,06 Mds (98,04%).

Globalement, il se dégage une moins-value de 247,58 Mds due au manque à gagner par rapport à l'objectif dans la mobilisation des taxes sur biens et services(6,42%), les impôts sur le patrimoine (76,26%), les autres recettes fiscales (8,69%) et les impôts et taxes sur les revenus et les bénéfices (6,98%). Par contre, une plus-value est constatée sur les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales (14,75%). Le tableau 3 ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégories.

Tableau 4 : Exécution des recettes fiscales (en milliers de GNF)

Libellés	LFR 2017 (1)	Réalisation (2)	Taux d'exécution (3=2/1)
Impôts et taxes sur les revenus et bénéfices	3 220 778 575	2 995 904 182	93,02%
Impôts sur le patrimoine	41 153 994	9 771 871	23,74%
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	2 921 398 390	3 352 224 127	114,75%
Taxes sur Biens et Services	6 215 235 575	5 816 120 000	93,58%
Autres recettes fiscales*	265 076 334	242 036 372	91,31%
TOTAL	12 663 642 868	12 416 056 552	98,04%

Sources : LFR/DNB

- **Recettes non fiscales**

Au niveau des recettes non fiscales, sur un objectif de 612,19 Mds en LFR, les réalisations s'élèvent à 562,38 Mds, soit un taux de 91,86%. Cette contre-performance par rapport à l'objectif est due aux moins-values observées au niveau des amendes et confiscation (-32,50%), des redevances et dividendes (-15,51%), des droits et frais administratifs (-11,24%), des produits divers (-7,55%) et des remboursements de prêts (-4,28%). Toutefois, ces moins-values sont atténuées par des plus-values enregistrées au niveau des ventes de capital fixe (237,85%). Le tableau ci-dessous présente les recettes non fiscales par catégorie.

Tableau 5 : Situation des recettes non fiscales à fin decembre 2017 (en milliers de GNF)

Libellés	LFR 2017 (1)	Réalisations (2)	Taux d'exécution (3=2/1)
Recettes non fiscales	612 194 386	562 376 363	91,86%
Redevances et dividendes	414 349 209	350 065 521	84,49%
Droits et Frais administratifs	112 179 245	99 573 576	88,76%
Amendes et confiscations	7 586 000	5 120 171	67,50%
Produits divers	62 684 932	57 953 622	92,45%
Ventes de Capital Fixe des Stocks et Actifs incorporels	14 425 000	48 735 000	337,85%
Remboursement des prêts	970 000	928 473	95,72%

Sources : LFI/DNTCP

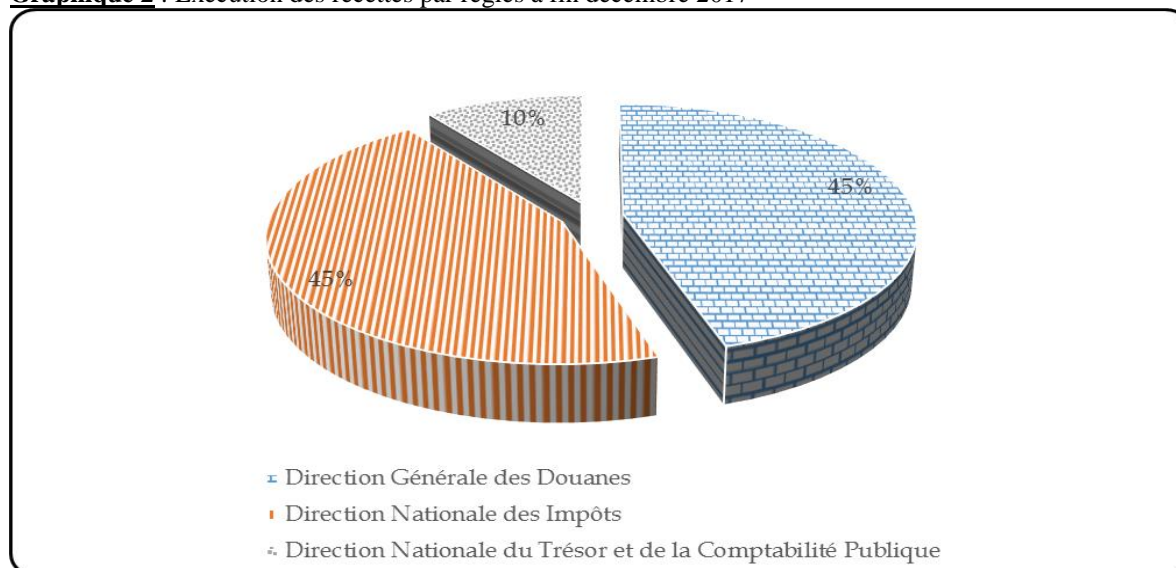
NB : En dépit des moins-values enregistrées, certains postes de recettes non fiscales ont connu des performances notamment les dividendes perçus par l'Etat, les redevances des sociétés des pêches, les recettes consulaires et les ventes de documents administratifs.

Le niveau élevé du taux d'exécution enregistré sur des ventes de capital fixe des stocks et actifs financiers incorporel s'explique par la cession des actions de l'Etat dans le capital de la société Areeba.

1.3.2- Analyse de la réalisation des recettes par régie

Les recettes sont exécutées par différentes régies financières selon leur nature à savoir : la Direction Nationale des Impôts (DNI), la Direction Générale des Douanes (DGD) et la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

Graphique 2 : Execution des recettes par regies à fin decembre 2017



Source : Direction Nationale du Budget

Direction Nationale des Impôts (DNI)

Sur un objectif de 5 962,17 Mds en LFR, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 5 539,32Mds, soit un taux d'exécution de 92,91%.

Ce niveau d'exécution s'explique par la contre-performance enregistrée sur les taxes sur biens et services non miniers (-4,54%), les produits de l'enregistrement (-95,87%), les impôts sur le patrimoine (-76,26%), les taxes sur la consommation téléphonique (-15,15%) et les impôts sur les sociétés (-16,12%). Par contre, la moins-value constatée est atténuée par des performances enregistrées au niveau des revenus retenus à la source(15,56%), des impôts sur le revenu des personnes physiques (11,35%), des taxes d'accès aux réseaux de télécommunication (23,93%) et des taxes sur les salaires (7,19%).

Tableau 6: Exécution des recettes collectées par la DNI à fin decembre 2017 (en milliers de GNF)

Libellés	LFR (1)	Recouvrement	
		Réalisation (2)	Taux d'exécution 3=(2/1)
Impôts sur les sociétés	2 241 686 997	1 880 359 000	83,88%
Impôts sur les revenus retenus à la source	601 406 465	695 011 443	115,56%
Impôt sur le revenu des personnes physiques	377 685 113	420 533 739	111,35%
Impôt sur le patrimoine ¹	41 153 994	9 771 871	23,74%
Taxes sur biens et services non miniers	1 670 549 886	1 594 738 165	95,46%
Taxes d'accès aux réseaux de télécommunication	123 028 537	152 472 359	123,93%
Taxes sur la consommation téléphonique	641 578 246	544 397 845	84,85%
Timbres fiscaux	41 376 808	41 257 351	99,71%
Produits de l'enregistrement	37 841 297	1 562 546	4,13%
Taxes sur les salaires	185 858 229	199 216 475	107,19%
TOTAL	5 962 165 572	5 539 320 794	92,91%

Sources : DNI/ TDB/ DNB (TOFE)

Direction Générale des Douanes (DGD)

La Direction Générale des Douanes a réalisé à fin decembre 2017 un montant de 6 169,44 Mds sur une prévision annuelle de 5 994,18 Mds, soit un taux d'exécution de 102,92%.

Ce niveau de réalisation provient des plus-values obtenues sur les amendes et confiscations douanières (+88,81), les taxes d'enregistrement douane (+50,21%), le droit fiscal à l'importation (+19,23%), le droit fiscal à la sortie (+9,17%), les taxes d'entrepôts (+13,67%), les redevances sur liquidation (+11,35%), les recouvrements sur exercices clos (+7,01%), les TVA/TCA à l'importation (+4,50%) et les produits de vente aux enchères (+4,49%). Ces performances sont atténuées par les moins-values sur les taxes sur produits pétroliers (-65,17%), les droits d'accises (-19,23%) les droits de magasinage (-30,36%) et les taxes dégressives de production (-41,65%).

Il convient de préciser que l'analyse des recettes collectées par la DGD n'intègre pas la Redevance d'Entretien Routier (RER) qui ne constitue pas une recette budgétaire.

La performance réalisée sur certaines lignes budgétaires résulte de la combinaison de plusieurs facteurs dont entre autres :

- aux résultats des réformes mises en œuvre par la Direction Générale des douanes dans le cadre de la sécurisation des recettes et de l'accroissement de l'activité économique ;
- l'augmentation du volume des importations taxables ;

¹ Les réalisations enregistrées sur cette ligne ne prennent pas en compte les recettes encaissées pour lesquelles les remontées comptables n'ont pu être faites notamment sur la TUV.

- l'application du tarif extérieur commun avec la taxe d'ajustement à l'importation ;
- la mise en place d'une nouvelle procédure de dédouanement des marchandises ;
- le renforcement du contrôle des exonérations ;
- l'institution de la production obligatoire d'une copie de la déclaration d'exportation du pays d'exportation des marchandises indiquant les éléments d'assiette des marchandises importées en Guinée (valeur, espèce tarifaire, poids, quantité, etc.) ;
- l'opérationnalisation de la DRAROC qui a permis de développer le renseignement dans la lutte contre la fraude ;
- le renforcement de l'effectif et la qualité des agents ;
- l'inventaire systématique et périodique des entrepôts de stockage afin de détecter des éventuelles sorties frauduleuses.

En dépit de la performance enregistrée suite aux réformes, une moins-value importante a été constatée au niveau des taxes sur les produits pétroliers. Cette moins-value provient de l'augmentation du prix du baril sur le marché international alors que le prix du carburant à la pompe n'a pas varié. Le manque à gagner résultant de cette politique de prix des produits pétroliers s'est traduit par un soutien aux consommateurs de 103,55 Mds de GNF.

Le tableau ci-après indique les catégories et le niveau des recettes mobilisées par la DGD.

Tableau 7: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin Decembre 2017 (en milliers GNF)

Libellés	LFR 2017 (1)	Réalisations (2)	Taux de Réalisation (3=2/1)
Droit fiscal d'importation	1 774 296 707	2 115 541 956	119,23%
<i>Dt DFI sur produits pétroliers</i>	590 334 408	693 346 730	117,45%
<i>Dt DFI hors produits pétroliers</i>	1 183 962 299	1 422 195 226	120,12%
Droit fiscal à la sortie	607 552 714	663 237 902	109,17%
Droits d'Accises	55 907 759	45 154 758	80,77%
Taxes dégressives de production	27 937 162	16 300 027	58,35%
Droits de magasinage	345 235	240 416	69,64%
Taxes d'entreposage	42 138 583	47 900 475	113,67%
<i>Dt TE sur produits pétroliers</i>	36 915 960	43 366 473	117,47%
<i>Dt TE hors produits pétroliers</i>	5 222 623	4 534 002	86,81%
Redevances sur liquidation	318 232 539	354 349 323	111,35%
<i>Dt RL sur produits pétroliers</i>	71 858 570	76 130 917	105,95%
<i>Dt RL hors produits pétroliers</i>	246 373 969	278 218 406	112,93%
Produits de Ventes aux Enchères	1 787 840	1 868 050	104,49%
Taxes Enregistrements douanes	12 324 113	18 512 451	150,21%
Recouvrement sur exercices clos	77 733 405	83 185 752	107,01%
Amendes et confiscations douanières	3 142 333	5 933 017	188,81%
TCA/TVA à l'importation	2 304 083 352	2 407 797 311	104,50%
<i>Dt TVA sur produits miniers</i>	910 363 189	936 132 826	102,83%
<i>Dt TVA hors produits miniers</i>	1 393 720 163	1 471 664 485	105,59%
Taxes sur les produits pétroliers	678 163 520	236 216 466	34,83%
CTSS Douane	90 532 034	173 197 854	191,31%
TOTAL	5 994 177 296	6 169 435 758	102,92%
PM: RER	213 557 796	243 348 767	
S/total y compris RER	6 207 735 092	6 412 784 525	

Sources : LFR/DGD

Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin decembre 2017, les recettes non fiscales mobilisées par la DNTCP se chiffrent à 562,38 Mds sur un objectif de 612,19 Mds, soit un taux d'exécution de 91,86%.

Cette contre-performance par rapport à l'objectif est due aux moins-values enregistrées au niveau des amendes et confiscations de (-32,50%), des redevances et dividendes (-15,51%), des droits et frais administratifs (-11,24%), des produits divers (-7,55%) et des remboursements de prêts (-4,28%). Toutefois, ces moins-values sont atténuées par une plus-value obtenue au

niveau des ventes de capital fixe (+237,85%) suite à la cession des actions détenues par l'Etat dans le capital de la société Areeba.

Les contre-performances observées au niveau des recettes non fiscales se situent au niveau des rubriques ci-après :

- les amendes et confiscations dont le faible niveau de mobilisation s'explique par les moyens déployés notamment pour l'arraisonnement des bateaux pirates en haute mer ;
- les droits et frais administratifs dont la faible réalisation des recettes du CADAC est due au retard dans le lancement du projet de ré-immatriculation du parc automobile et des recettes de l'immigration notamment le placement des passeports biométriques à l'extérieur et à l'intérieur du pays ;
- les produits divers avec des moins-values se situent au niveau des recettes des droits d'auteurs, des stades et des frais de liberté publique.

Le tableau ci-après indique les catégories de recettes mobilisées par la DNTCP.

Tableau 8 : Recettes collectées par la DNTCP à fin decembre 2017 (en milliers de GNF)

Libellés	LFR 2017 (1)	Réalisations (2)	Taux d'exécution (3=2/1)
Recettes non fiscales	612 194 386	562 376 363	91,86%
Redevances et dividendes	414 349 209	350 065 521	84,49%
Droits et Frais administratifs	112 179 245	99 573 576	88,76%
Amendes et confiscations	7 586 000	5 120 171	67,50%
Produits divers	62 684 932	57 953 622	92,45%
Ventes de Capital Fixe des Stocks et Actifs incorporels	14 425 000	48 735 000	337,85%
Remboursement des prêts	970 000	928 473	95,72%
Recettes Fiscales	707 300 000	707 300 000	100,00%
Taxes sur les produits miniers (TSPM)	707 300 000	707 300 000	100,00%

Sources : LFI/DNTCP

En plus des recettes non fiscales, la DNTCP assure également la mobilisation de la taxe spéciale sur les produits miniers (TSPM). A fin decembre 2017, les prévisions de 707, 30 Mds ont été entièrement réalisées.

1.4-Analyse de l'exécution des recettes extérieures

A fin 2017, les recettes extérieures (dons et emprunts) ont été mobilisées à hauteur de 2 603,85 Mds sur une prévision de 3 315,00Mds, soit un taux de réalisation de 78,55%. Ce qui dénote une contre-performance dans la mobilisation des ressources extérieures.

Tableau 9: Dons et Emprunts à fin décembre (en milliers de GNF)

Libellés	LFR 2017 (1)	Réalisations (3)	Taux d'exécution (3/1)
Dons et Emprunt	3 315 000 000	2 603 852 192	78,55%
Dons	1 928 000 000	1 408 240 192	73,04%
Affectés	873 000 000	959 578 200	109,92%
Non Affectés	1 055 000 000	448 661 992	42,53%
Allegement CdP PPTE et C2D	-	-	
Emprunts	1 387 000 000	1 195 612 000	86,20%
Affectés	1 197 000 000	1 195 612 000	99,88%
Non Affectés	190 000 000	-	0,00%

Source : DNB

Dons

Sur une prévision de 1 928 Mds au titre des dons, il a été réalisé 1 408,24 Mds, soit un taux de 73,04%. Cette faible mobilisation s'explique par la multiplicité des conditionnalités de décaissement des dons non affectés dont le niveau de réalisation s'est établi à 42,53% contrairement aux dons affectés dont le taux de réalisation a atteint 109,92%.

Emprunts

Sur une prévision annuelle 2017 de 1 387 Mds, il a été exécuté un montant de 1 195,61 Mds (86, 20%).

1.5-Situation des restes à recouvrer à fin 2017

Tableau 10: Données sur les arriérés de recettes fiscales au 31/12/2017 (en Mds de GNF)

Administration de recettes	RAR exercices antérieurs	Exercice 2017	Total par régie de recettes
DNI	2 153,28	516,85	2 670,13
DGD	42,76	152,16	194,92
Total	2 196,04	669,01	2 865,05

Sources : DNI/DGD

Les restes à recouvrer de 2017 se chiffrent à 669,01 Mds dont 77,26 % pour la DNI et 22,74 % pour la DGD.

II-SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'exécution des dépenses budgétaires à fin 2017 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer.

L'analyse de l'exécution des dépenses portera sur les différentes phases de l'exécution des dépenses publiques, à savoir : l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement. Des références seront faites dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) qui est établi sur la base de la prise en charge comptable.

II.1-Situation des mouvements de crédits

Les mouvements de crédits intervenus au cours de l'exercice 2017 portent essentiellement sur les dépenses liées à l'organisation des élections locales du 04 février 2018 pour le compte de la CENI (210 Mds), les travaux des festivités du 57ème anniversaire de l'indépendance nationale dans la région de Kankan pour le compte du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (53,44 Mds), la participation de l'équipe nationale cadette aux phases finales de la coupe du monde de football U-17 en Inde pour le compte du ministère de la Culture des Sports et du Patrimoine Historique (20,13 Mds), le contrôle et la supervision des travaux d'aménagement du barrage de Kaléta par la société TRACTEBEL (24,63 Mds), les travaux d'infrastructures routières (18,9 Mds), les travaux d'aménagement des pistes rurales (100 Mds), la prise en charge de divers frais de mission à l'extérieur et d'acquisition de véhicules et de motos d'escorte pour le compte de la Présidence de la République (75,75 Mds).

Après le vote de la LFR qui a notamment ratifié les mouvements de crédits de nature réglementaire antérieurs, d'autres mouvements de crédits sont intervenus avant la fin de l'année et qui ont eu pour conséquence une augmentation nette des crédits de l'ordre de 718,74 Mds de GNF, faisant passer les crédits ouverts en LFR de 14 787,52 Mds de GNF à 15 506,25 Mds de GNF.

La situation de ces mouvements de crédits est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 13: Mouvements de crédits ratifiés par la loi de finances rectificative (en milliers de GNF)

Section	Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications après la LFR	Crédits Actuels
01	Présidence de la Rep	367 218 589	173 973 407	541 191 996
02	Primature	79 362 601	15 500 000	94 862 601
03	Min.de la Défense	1 817 273 018	- 25 024 237	1 792 248 781
04	Min.Admin.Terr.Dec	335 442 834	56 885 530	392 328 364

05	Min.Sécurité.Prot.Ci	298 674 042	- 3 135 217	295 538 825
06	Min.Justice.Gar.Scea	89 848 818	- 0	89 848 818
07	Min.Aff.Etran.GEtran	284 986 941	31 541 010	316 527 951
08	Ministère du Plan	124 236 985	1 723 350	125 960 335
09	Min.Eco.et Finances	222 265 678	- 3 781 025	218 484 653
10	Min. Travail et FP	86 039 708	4 370 085	90 409 793
11	Min.de l'Agr	360 776 475	100 311 500	461 087 975
12	Min.Pêche & Aquacul	40 206 307	444 107	40 650 414
13	Min.Géo.Min	58 289 658	19 736 185	78 025 843
14	Min.EtatTravaux.Pub.	741 053 868	- 1	741 053 867
15	Min.Urb.Habit. Const	96 757 090	923 085	97 680 175
16	Mn.Comm	47 485 429	- 0	47 485 429
17	Min. Hotel. Tourisme	16 851 672	- 0	16 851 672
18	Min.Santé.Hy.Publiq	761 937 358	-791 226	761 146 132
19	Min.Aff.Soc,P.F.& E.	53 539 192	- 0	53 539 192
20	Min. Ens.pré.univ	1 288 811 951	- 1	1 288 811 950
21	Min.Emp. Ens.Tech&FP	191 946 088	1 198 039	193 144 127
22	Minist. Information	32 632 180	- 0	32 632 180
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	35 071 063	908 085	35 979 148
24	Assemblée.Nationale	146 491 260	941 666	147 432 926
25	Cour Suprême	19 232 349	- 0	19 232 349
26	Haute Autorité. Comm	13 514 177	- 0	13 514 177
27	Conseil Eco. Social	18 890 357	- 0	18 890 357
28	Secr. Gal Gouv	9 996 329	-248 534	9 747 795
30	Sec. Affair.Relig.	55 972 488	300 000	56 272 488
31	Min.EnvIRON.Eaux.For	80 344 415	- 2 409 000	77 935 415
32	Ministère Transports	51 135 287	- 1 100 000	50 035 287
33	Grande Chancel.	8 388 196	- 0	8 388 196
34	Min. Ens.Sup.Rec.	779 212 306	133 938 934	913 151 240
35	Grands Projets	21 780 541	100	21 780 641
36	Min.Etat Energie Env	1 615 226 148	9 072 455	1 624 298 603
37	Min. Tél. Econ.Num	37 497 428	25 066 320	62 563 748
40	Ministère Elevage	24 508 150	-789 509	23 718 641
41	Min.Industrie et PME	7 929 064	2 781 452	10 710 517
43	Min.Cultu.Arts.Patri	168 885 407	21 552 704	190 438 111
46	Sec Etat Anti drogue	5 890 553	-	5 890 553
50	Ensembles des Gouvern	6 943 200	-	6 943 200
64	Min.du Budget	139 268 362	6 288 632	145 556 994
67	Médiateur.Répub	15 290 449	0	15 290 449
69	CENI	115 000 000	210 000 000	325 000 000
72	Cours.Const	21 553 056	8 880 279	30 433 335
73	Cour des Comptes	22 509 671	14 901 831	37 411 502
74	Haute Cour de Justic	2 000 000	- 2 000 000	0
75	Haut Conseil Collect	2 723 097	- 2 723 097	-
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	2 736 727	0	2 736 727

77	Min.UniteNat.Citoy	12 511 002	1 500 000	14 011 002
99	Dépenses Communes	3 951 379 645	- 82 000 779	3 869 378 866
Total		14 787 517 209	718 736 127	15 506 253 337

Source : Direction Nationale du Budget

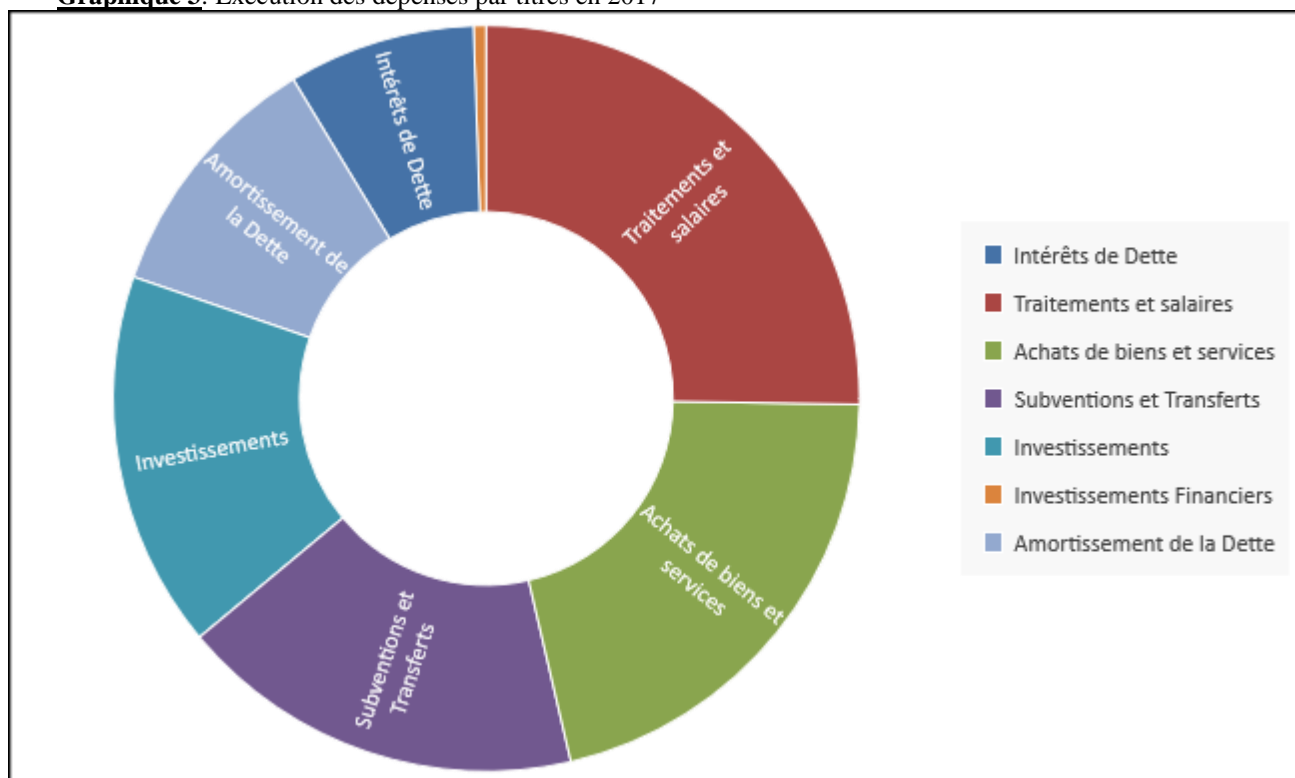
II.2- Analyse globale des dépenses

L'exécution annuelle 2017 des dépenses publiques, y compris celles financées sur ressources extérieures (FINEX), sur la base des paiements effectués se chiffre à **14 678,99 Mds**, dont 12 558,55 Mds sur ressources intérieures et 2 120,44 Mds sur financement extérieur.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables, se chiffre à 16 421,00Mds, soit un taux d'exécution de 97,41% par rapport aux pr évisions de la LFR de 16 857,92 Mds.

L'exécution des dépenses par titre est illustrée par le graphique ci-dessous.

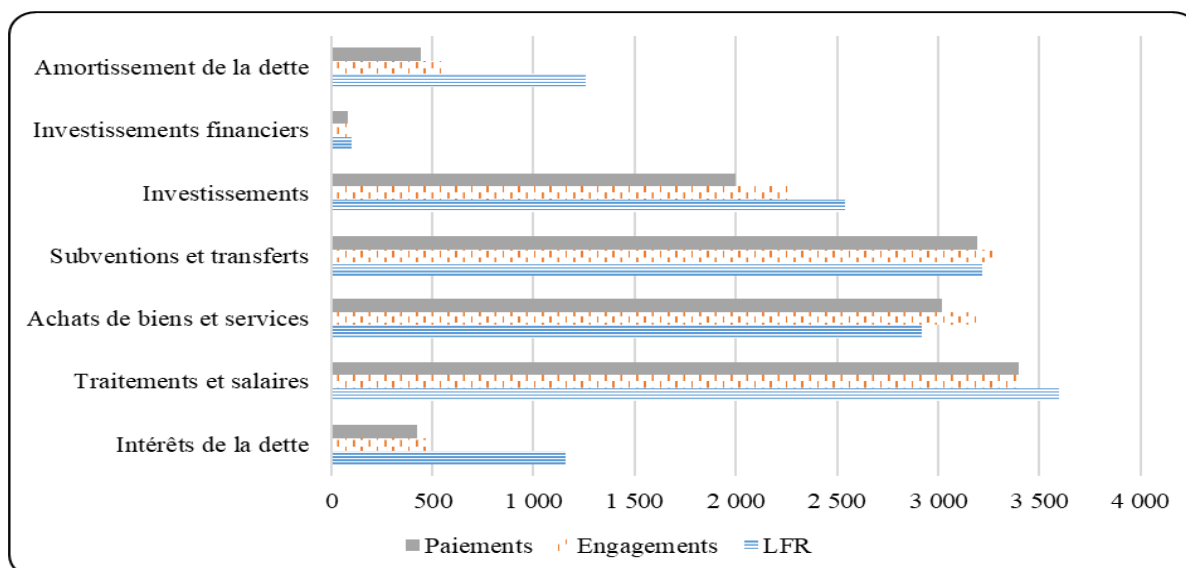
Graphique 3: Exécution des dépenses par titres en 2017



Source : Direction Nationale du Budget

Les dépenses engagées se sont chiffrées à 13 294,90 Mds sur un objectif de la LFR 2017 de 14 787,92 Mds (89,90%) et à 85,74% par rapport aux crédits révisés de 15 506,25 Mds. Les dépenses liquidées ont atteint 11 757,08 Mds soit 88,43 % des dépenses engagées de la période sur lesquelles les ordonnancements effectués s'élèvent à 11 571,91 Mds, soit 98,42% des dépenses liquidées.

Graphique 4 : Exécution comparée des dépenses par titre base engagement et paiement (en Mds de GNF)



Source : Direction Nationale du Budget

II.2.1- Analyse des dépenses par titre

L'analyse de l'exécution 2017 des dépenses de l'Etat par titre s'articule autour des rubriques suivantes :

Dépenses courantes

- Intérêts de la dette;
- Personnel/Traitements et salaires;
- Fonctionnement/Biens et Services;
- Intervention/Subventions et transferts courants.

Dépenses en capital

- Investissement/Dépenses en capital;
- Investissements financiers et transferts en capital.

Amortissement de la dette

A- Dépenses courantes

Au 31 décembre 2017, sur une prévision de 10 891,23 Mds, les dépenses courantes ont été engagées à hauteur de 10 349,46 Mds (95,02%) contre des prises en charge comptable de 10 905,3 Mds (105,37%) et des paiements de l'ordre de 10 034,66 Mds (92,14%).

Cette exécution, présentée en annexe dans le tableau N°12, se décompose par titre ainsi qu'il suit :

Titre I : Intérêts de la dette

Sur un objectif annuel de 1 156,10 Mds , les intérêts de la dette ont été engagés à hauteur de 466,85 Mds (40,38 %) et payés pour 424,46 Mds(36,71%). Cette exécution concerne les paiements au titre de la dette intérieure pour 244,28 Mds (57,68 %) et ceux au titre de la dette extérieure hors PPTTE pour 180,77 Mds (42,32%). Ces taux s'expliquent essentiellement par le report en 2018 des accords de prêts à conclure avec la Chine notamment l'Accord de prêt de Souapiti, sur lesquels les tirages avaient été projetés en 2017 ainsi que les cinq autres projets prioritaires du Gouvernement auprès des institutions financières chinoises en raison de la non signature des accords de prêts prévue au courant de l'exercice 2017.

Titre II : Personnel /Traitements et salaires

A fin décembre 2017, sur un objectif en LFR de 3 600,45Mds, les traitements et salaires ont été exécutés sur base engagement pour un montant de 3 402,51 Mds (94,50%), sur base prise en charge comptable pour 3 409, 2 Mds (94,69 %) et sur base paiement pour 3 396, 96 Mds (94,35%).

Globalement l'exécution des traitements et salaires a dégagé une économie de 203,49 Mds. Cette économie est essentiellement due au non paiement par l'Etat des cotisations employeur à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale des Agents de l'Etat (CNPSAE) conformément au protocole d'accord établi avec les partenaires sociaux et la non application des statuts particuliers de certains fonctionnaires.

Cette exécution des traitements et salaires se décompose ainsi qu'il suit :

- Rémunérations fonctionnaires et contractuels permanents : 2 255,99 Mds engagés (98,61%)et 2 251,09Mds payés (93,33%) contre une prévision annuelle de 2 411,88 Mds.
- Rémunérations militaires : 685,00 Mds engagés et 685,00 Mds payés (89,85%) contre une prévision de 762,42 Mds.
- Rémunérations ambassades : 62,50 Mds (94,41%) engagés et 62,56 Mds (94,50%) payés contre une prévision de 66,20 Mds.
- Rémunérations contractuels temporaires : 148,72 Mds (99,46%) engagés et 148,71 Mds (99,46%) payés contre une prévision de 149,51 Mds.
- Rémunérations particulières hors projet : 250,31 Mds (10,07%) engagés et 249,60 Mds (10,04%) payés contre une prévision de 2 485,80 Mds .

Titre III : Fonctionnement/Biens et Services

Sur un objectif de la LFR de 2 916,5 Mds il a été réalisé sur base engagement 3 190,35 Mds (109,39%), sur base prise en charge comptable 3 436, 2 Mds (117,82%) et sur base paiement 3 018,89 Mds (103,51%). Il convient de relever que des mouvements réglementaires de crédits intervenus après le vote de la LFR ont induit une augmentation des crédits budgétaires nets au

titre de fonctionnement/Biens et services de l'ordre de 420,6 Mds faisant passer l'objectif de la LFR de 2 916,5 Mds à 3 337,1 Mds.

Par rapport à la prévision annuelle, l'exécution par chapitre se présente ainsi qu'il suit :

- Fournitures et biens courants : 291,35 Mds engagés (94,70%) et 264,25 Mds payés (85,89%) contre une prévision annuelle de 307,66 Mds ;
- Fournitures et biens spécifiques : 834,78 Mds engagés (98,67%) et 807,84 Mds payés (95,49 %) contre une prévision annuelle de 846,01 Mds ;
- Prestations diverses : 264,84 Mds engagés (92,94 %) et 212,09Mds payés (114,43 %) contre une prévision annuelle de 284,96Mds ;
- Consommation Eau, Electricité, Téléphone : 295,67 Mds engagés (97,71%) et 290 Mds payés (95,84%) contre une prévision annuelle de 302,59 Mds ;
- Frais de déplacements : 229,08 Mds engagés (84,53%) et 225,13 Mds payés (83,07%) contre une prévision de annuelle 271,00 Mds ;
- Frais de représentations et manifestations : 47,46 Mds engagés (93,65%) et 43,12 Mds payés (85,08%) contre une prévision annuelle de 50,68 Mds ;
- Entretien maintenance immobilisations : 29,93 Mds engagés (84,07%) et 27,64 Mds payés (77,64%) contre une prévision annuelle de 35,60 Mds ;
- Dépenses diverses : 953,40 Mds engagés (97,76%) et 927,61 Mds payés (95,12%) contre une prévision annuelle de 975,24 Mds ;
- Acquisition matériels, mobiliers, véhicules : 205,10 Mds engagés (93,46%) et 190,63 Mds payés (86,87%) contre une prévision annuelle de 219,44 Mds ;
- Acquisition Rénovation Bâtiments : 27,24 Mds engagés (95,81%) et 22,56 Mds payés (79,35%) contre une prévision annuelle de 28,43 Mds ;
- Frais d'Etudes et Recherches : 11,48 Mds engagés (73,94%) et 8,03 Mds payés (51,72%) contre une prévision annuelle de 15,53 Mds.

Titre IV: Intervention/Subventions et transferts courants

Sur un objectif de la LFR au 31 décembre 2017 de 3 218,17 Mds, il a été réalisé sur base engagement 3 289, 75 Mds (102,22%), sur base prise en charge comptable 3 303, 6 Mds (102,65 %) et 3 194, 35 Mds (99,26%) sur base paiement. Il y a lieu de souligner que les mouvements réglementaires de crédits intervenus après la LFR ont porté les crédits du titre IV à 3 331,3 Mds, soit une augmentation nette de 113,1 Mds.

Sur un effectif total de 377 entités bénéficiaires de subventions et transferts au titre de la LFR 2017, 347 ont exécuté 3 315,89 Mds contre une prévision annuelle de 3 383,68Mds soit un taux d'exécution global de 97,79%.

A fin decembre 2017, les crédits ouverts en faveur des subventions et transferts étaient relatives :

- A la prise en charge des dépenses complémentaires des pensions civiles qui s'expliquent par la révision à la hausse du taux du minimum vital à hauteur du SMIG (440 000 GNF) par décret du 17 février 2017;
- Au financement des dépenses liées aux travaux d'assainissement de la ville de Conakry par la création d'une nouvelle agence d'assainissement (13 Mds de GNF) ;
- A la prise en charge des dépenses en faveur des universités privées qui s'explique par le retard dans la signature du contrat de biométrie dans les universités privées.

Les 343 collectivités locales (38 communes urbaines en plus de la Ville de Conakry et 304 communes rurales) ont exécuté au 31 décembre 2017 un montant de 51,11 Mds sur une prévision annuelle de 51,11 Mds ; soit un taux d'exécution de 100%.

Au niveau des dépenses communes, l'exécution au 31 décembre 2017 des subventions et transferts se chiffre à 748,58 Mds.

Cette exécution concerne :

- La subvention d'exploitation : 817,78 Mds engagés (95,20%) et 802,96 Mds payés (93,47%) contre une prévision annuelle de 859,04 Mds ;
- La subvention d'équilibre non ventilée : 1 474,90 Mds engagés (99,98%) et 1 397,67 Mds payés (94,75%) contre une prévision annuelle de 1 475,15 Mds ;
- Les transferts courants aux ménages : 725,28 Mds engagés (99,99%) et 723,74 Mds payés (99,78%) contre une prévision annuelle de 725,33 Mds ;
- Les contributions internationales : 271,79 Mds engagés (100%) et 269,98 Mds payés (99,33%) contre une prévision annuelle de 271,79 Mds.

La situation des subventions et transferts à fin décembre 2017 est présentée dans les tableaux 18 et 19 joints en annexe.

B- Dépenses en capital (BND et FINEX)

L'exécution annuelle 2017 des investissements publics sur la base des paiements effectués se chiffrent à 4 117,68 Mds, dont 1 997,24 Mds pour les ressources intérieures (48,50%) et 2 120,44 Mds sur financement extérieur (51,50%). La prise en charge comptable des dépenses en capital se chiffre à 5 395,00 Mds.

Les paiements au 31 décembre 2017 se sont accrus de 498,41 Mds par rapport à l'exécution 2016 ; soit un taux d'accroissement de 13,77%.

Dépenses d'investissement sur BND

Sur un objectif de 2 537,13 Mds en LFR 2017, il a été réalisé sur base engagement un montant de 2 279,04 Mds (89,83%), sur base prise en charge

comptable 3 172,2 Mds (125,03 %) et 1 997,24Mds (78,72%) sur base paiement. Les mouvements de crédits intervenus après le vote de la LFR ont porté les crédits d'investissement BND à 2 794,24 Mds, afin de faire face à des dépenses urgentes au cours du 4^{ème} trimestre 2017, notamment celles sur les pistes rurales, les décomptes des travaux d'investissements liés à la fête tournante de l'indépendance à Kankan, etc.

Dépenses d'investissement sur FINEX

Au cours de l'année 2017, les dépenses d'investissements sur FINEX ont été exécutées à hauteur de 2 120,44 Mds sur une prévision LFR de 2 070 Mds ; soit un taux d'exécution de 97,62%.

Cette exécution se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 12: Synthèse de l'exécution des investissements en milliards de GNF

Secteur et projets	Fin mars 2017	Fin Juin 2017	Fin sept 2017	Fin déc. 2017	Ecart	
					GNF	%
Développement rural	3,65	14,61	210,91	1 052,23	841,32	50%
Programme national d'appui filières agricoles (PNAFA)	1,78	8,98	63,56	46,46	-17,10	4%
Ap.Product. Agricole (PPAO /WAAPP)				3,53	3,53	0%
Progr. Productivité agricole Afrique de l'Ouest			95,47	104,88	9,41	10%
Projet d'appro. eau et assainissement Boké-Telimélé	1,50	1,50	0,06	830,97	830,91	79%
Etudes fruits et légumes Mamou-Kindia Phase 2	0,37	0,37	0,37	0,37	0,00	0%
Projet appui secteur agricole Guinée	0,00	0,00	11,83	17,87	6,04	2%
PDRI/EXT. Dév.Horticulture et Forage				2,53	2,53	0%
Projet d'appui à la transformation Agriculture Guinéenne	0,00	0,00	0,95	0,95	0,00	0%
Rural Reaods Emergency	0,00	0,00	29,57	34,99	5,42	3%
Projet régional pêche Afrique de l'ouest	0,00	3,68	9,01	9,60	0,59	1%
Projet d'appui institutionnel au SNAPE	0,00	0,08	0,09	0,09	0,00	0%
Mines, industrie, énergie, eau urbaines, Tourisme	183,00	265,06	331,14	404,40	73,26	19%
Projet Adminis. Gest des projets Intégrés miniers (PARKA-GPI)			0,41	0,49	0,08	0%
Projet d'appui aux PME	59,83	69,32	82,13	87,41	5,28	22%
Appui gouvernance secteur minier	0,00	14,38	18,16	20,10	1,94	5%
AEP des sept villes (Boké, Telimélé...)	0,00	0,69	0,70	0,78	0,08	0%
Renforcement système AEP de Conakry	0,05	0,44	11,77	12,09	0,32	3%
AEP des cinq villes (Gaoul,Tg,Lel,Lola et Ymou)	0,00	0,91	0,91	0,91	0,00	0%
Réhabilitation réseau électrique Conakry	26,11	37,34	37,37	45,07	7,70	11%
Electrification rurale	4,01	14,93	37,57	59,26	21,69	15%
Electrification rurale CIV-SLeone-Liberia-Guinée	0,35	2,89	2,97	4,36	1,39	1%
Projet réhabilitation centrale électrique Kaloum (ex Tombo 5)	81,57	85,80	86,53	87,25	0,72	22%
Projet redressement secteur énergie PRSE	11,08	38,36	52,62	86,67	34,05	21%
Infrastructures	0,98	51,20	51,32	90,82	39,50	4%
Assainissement quartier Moussoudougou	0,08	0,99	0,01	0,10	0,09	0%
Etudes construction routes Labé-Madina Gounas	0,00	48,44	48,45	48,45	0,00	53%
Programme construction route Lola-Yomou-frontière CIV	0,00	0,00	0,21	36,08	35,87	40%
Etudes et supervision construction pont Koussi Mil	0,90	1,77	2,65	2,65	0,00	3%
PK53 Guéckédou- Koundébadouno				3,53	3,53	4%

Santé	38,20	64,09	109,00	148,69	39,69	7%
Réhabilitation, extension et équipement Hôpital Donka	34,68	49,09	55,27	76,68	21,41	52%
Projet d'appui au système de santé primaire	3,52	15,00	31,85	49,93	18,08	34%
Regional Disease Surveillance Systems Enhancem	0,00	0,00	20,64	20,84	0,20	14%
Renforcement système de santé post Ebola	0,00	0,00	1,24	1,24	0,00	1%
Social	0,38	0,38	1,62	1,62	0,00	0%
Relance sociale post Ebola PERSIF	0,38	0,38	0,38	0,38	0,00	24%
Renforcement capacité Jeunes/Femmes zones ebola	0,00	0,00	1,24	1,24	0,00	76%
Education	26,41	98,04	132,71	153,11	20,40	7%
Programme appui secteur Enseignement primaire	6,57	10,15	8,56	15,26	6,70	10%
Construction et équipement 50 collèges ruraux	0,40	12,25	17,54	18,06	0,52	12%
Projet de construction des ERAM	19,44	17,54	19,27	24,73	5,46	16%
Fonds commun Education de base	0,00	58,10	87,15	95,07	7,92	62%
Programme Appui secteur Enseignement Technique	0,00	0,00	0,19	0,00	-0,19	0%
Jeunesse et Sports	1,01	11,95	15,93	17,41	1,48	1%
Booster employabilité des jeunes	1,01	11,95	13,56	15,04	1,48	86%
Sensibilisation Jeunes à la Santé sexuelle reproductive	0,00	0,00	2,37	2,37	0,00	16%
Administration générale et autres	47,66	55,11	180,12	252,15	72,03	12%
Projets Fillets Sociaux Productifs	0,00	0,00	95,68	146,32	50,64	58%
EGTACB	0,00	0,00	4,06	4,06	0,00	2%
Projet d'appui à la planification économique et Gouvernance	0,00	0,00	22,16	34,99	12,83	14%
Troisième projet PACV	47,66	55,11	58,22	66,79	8,57	26%
Total	300,28	548,49	1 032,75	2 120,44	1 087,69	100%

Source: DNIP

Source : DNIP

B- Investissements financiers/transferts en capital

Sur un objectif LFR de 100,08 Mds, il a été réalisé sur base engagement un montant de 94,80 Mds (94,72%), sur base prise en charge comptable 67,61 Mds (67,55%) et 85,52 Mds (85,45%) sur base paiement. Ce paiement concerne essentiellement les subventions en capital pour 63,17Mds et les prises de participations pour 22,34 Mds.

C- Amortissement de la dette

Sur un objectif de 1 259,47 Mds en LFR 2017, les engagements s'élèvent à 571,60 Mds (45,38%), la prise en charge comptable à 1 028,6 Mds (81,67%) et le paiement se chiffre à 441,12 Mds (35,02%). Ce paiement concerne la dette intérieure pour 67,58 Mds (15,32%) et la dette extérieure pour 373,54 Mds (84,68%). Le faible niveau des engagements par rapport aux prises en

charge comptable et aux paiements s'explique par la procédure exceptionnelle utilisée pour payer la dette tant intérieure qu'extérieure.

II.2.2- Situation des restes à payer

La situation des restes à payer à fin janvier 2018 (y compris la période complémentaire) , se chiffre à 528,53 Mds et se décompose conformément à la ventilation dans le tableau ci-dessous. Il convient de mentionner que les restes à payer sur les investissements représentent la part la plus importante et se chiffrent à 250,82 Mds (47,46%), suivis des dépenses sur Biens et Services pour 142,45 Mds (26,95%).

Tableau 11: Situation des restes à payer

Titre Budgétaire	Montant
Intérêts de la dette	0
Traitements et Salaires	291 712 755
Biens et Services	142 455 734 632
<i>Dont :</i>	
Régies d'avance/fonctionnement	10 294 410 479
Avances de démarrage/fournitures	10 424 044 916
Carburant/fonctionnement	15 046 485 832
Autres	106 706 113 254
Interventions, Subventions et Transferts Courants	70 293 731 574
Investissements dépenses en capital	250 822 815 279
<i>Dont :</i>	
Régies d'avance/projet d'investissement	30 166 403 990
Avances de démarrage/investissement	614 464 249
Carburant/ projet d'investissement	631 651 525
Autres	219 305 345 515
Transferts dépenses en capital	5 793 410 000
Amortissement de la dette intérieure	58 880 789 154
Total	528 528 193 394

Source: DNTCP

III-SOLDE BUDGETAIRE

Le solde budgétaire hors dons qui résulte des opérations budgétaires s'est établi à - 3 244,7 Mds ; soit - 3,71% du PIB contre un objectif de - 2 322, 6 ; soit -2,66% du PIB. Quant au solde de base et au solde primaire, ils s'établissent respectivement à - 1,01% et - 0,36 % contre des objectifs de 0,18% et de 1 ,03% du PIB.

IV-CONCLUSION

L'année 2017 a été marquée par l'adoption d'une loi de finances rectificative qui a permis d'aligner les objectifs macro-budgétaires à ceux du programme économique et financier négocié avec le Fonds monétaire international au cours du 4^{ème} trimestre 2017.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2017 fait globalement apparaître une mobilisation des recettes, toutes natures confondues, inférieure à l'objectif annuelle (93,92% %). Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 12 416,06 Mds (98,04%) et les recettes non fiscales se sont situées à 562,38 Mds (91,86%), en dépit des efforts fournis pour un meilleur encadrement des régies de recettes et des mesures de sécurisation des recettes mises en œuvre depuis le début de l'année 2017.

L'exécution des dépenses y compris le FINEX se chiffre à **14 678,99** Mds à fin décembre 2017. S'agissant des dépenses publiques financées sur la base des ressources intérieures, elles se chiffrent à 12 558,55 Mds contre un objectif annuel de 14 787,92 Mds soit 84,92%. Ce niveau d'exécution est dû au maintien du gel de certaines lignes budgétaires destinées aux acquisitions et à l'entretien.

Le solde budgétaire hors dons se chiffre à – 3 244,7 Mds représentant -3,71% du PIB et le solde de base s'élève à -882,83 Mds soit -1,01% du PIB.

ANNEXES

Tableau 14: Exécution Globale/Grandes natures et phases de la Dépense publique hors FINEX au 31 decembre 2017 en milliers de GNF

N°	Libellés	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Engagements		Paielements	
					Montants	Taux	Montants	Taux
1	Intérêts de Dette	1 156 098 932	0	1 156 098 932	466 852 436	40%	424 455 373	37%
2	Traitements et salaires	3 600 451 016	-75 942 218	3 524 508 797	3 402 510 548	95%	3 396 963 293	94%
3	Achats de biens et services	2 916 506 375	420 636 533	3 337 142 908	3 190 347 667	109%	3 018 894 573	104%
4	Subventions et Transferts	3 218 171 817	113 149 789	3 331 321 606	3 289 752 280	102%	3 194 351 467	99%
5	Investissements	2 537 134 171	257 102 463	2 794 236 634	2 279 039 808	90%	1 997 245 267	79%
6	Investissements Financiers	100 083 214	3 389 566	103 472 780	94 799 476	95%	85 523 352	85%
7	Amortissement de la Dette	1 259 471 680	0	1 259 471 680	571 599 490	45%	441 118 374	35%
Total		14 787 917 205	718 336 132	15 506 253 337	13 294 901 704	90%	12 558 551 698	85%

Tableau 15: Exécution globale de la dépense /phases et par Administration à fin décembre 2017 (en Mds de GNF)

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
				Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
Présidence de la Rep	367,22	173,97	541,19	541,92	148%	519,79	142%	519,79	142%	532,51	145%
Primature	79,36	15,50	94,86	75,73	95%	70,71	89%	68,21	86%	67,03	84%
Min.de la Défense	1 817,27	-25,02	1 792,25	1 763,78	97%	1 763,37	97%	1 763,37	97%	1 656,05	91%
Min.Admin.Terr.Dec	335,44	56,89	392,33	330,01	98%	323,00	96%	323,00	96%	324,27	97%
Min.Sécurité.Prot.Ci	298,67	-3,14	295,54	276,89	93%	274,37	92%	270,53	91%	269,53	90%
Min.Justice.Gar.Scea	89,85	0,00	89,85	85,59	95%	71,40	79%	71,40	79%	83,13	93%
Min.Aff.Etran.GEtran	284,99	31,54	316,53	311,59	109%	107,81	38%	98,84	35%	295,03	104%
Ministère du Plan	124,24	1,72	125,96	80,62	65%	66,26	53%	66,26	53%	49,45	40%
Min.Eco.et Finances	222,27	-3,78	218,48	207,99	94%	190,39	86%	189,89	85%	197,60	89%
Min. Travail et FP	86,04	4,37	90,41	82,05	95%	72,84	85%	72,84	85%	77,42	90%
Min.de l'Agr	360,78	100,31	461,09	426,57	118%	281,85	78%	269,95	75%	413,15	115%
Min.Pêche & Aquacul	40,21	0,44	40,65	37,46	93%	32,75	81%	32,75	81%	36,30	90%
Min.Géo.Min	58,29	19,74	78,03	71,76	123%	64,73	111%	64,73	111%	63,74	109%
Min.EtatTravaux.Pub.	741,05	0,00	741,05	729,62	98%	653,12	88%	653,12	88%	727,13	98%
Min.Urb.Habit. Const	96,76	0,92	97,68	87,47	90%	87,39	90%	87,39	90%	34,70	36%
Mn.Comm	47,49	0,00	47,49	38,32	81%	38,22	80%	38,22	80%	36,80	77%
Min. Hotel. Tourisme	16,85	0,00	16,85	13,70	81%	13,26	79%	13,26	79%	12,96	77%
Min.Santé.Hy.Publiq	761,94	-0,79	761,15	635,44	83%	567,51	74%	554,12	73%	590,09	77%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	53,54	0,00	53,54	44,93	84%	34,87	65%	34,87	65%	42,21	79%
Min. Ens.pré.univ	1 288,81	0,00	1 288,81	1 208,48	94%	1 199,11	93%	1 199,11	93%	1 177,11	91%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	191,95	1,20	193,14	120,09	63%	119,32	62%	119,32	62%	103,16	54%
Minist. Information	32,63	0,00	32,63	29,59	91%	29,59	91%	29,59	91%	29,40	90%
Min. Jeun.Emploi Jeu	35,07	0,91	35,98	34,44	98%	33,59	96%	33,59	96%	34,08	97%
Assemblée.Nationale	146,49	0,94	147,43	178,00	122%	186,52	127%	186,52	127%	178,00	122%
Cour Suprême	19,23	0,00	19,23	18,71	97%	18,71	97%	18,71	97%	18,71	97%

Haute Autorité. Comm	13,51	0,00	13,51	13,42	99%	13,42	99%	13,42	99%	13,42	99%
Conseil Eco. Social	18,89	0,00	18,89	19,80	105%	20,33	108%	20,33	108%	19,80	105%
Secr. Gal Gouv	10,00	-0,25	9,75	3,80	38%	3,54	35%	3,54	35%	3,80	38%
Sec. Affair.Relig.	55,97	0,30	56,27	55,71	100%	55,71	100%	55,71	100%	51,17	91%
Min.Environ.Eaux.For	80,34	-2,41	77,94	78,63	98%	70,89	88%	70,47	88%	76,07	95%
Ministère Transports	51,14	-1,10	50,04	47,37	93%	46,42	91%	46,42	91%	45,91	90%
Grande Chancel.	8,39	0,00	8,39	8,35	100%	8,35	100%	8,35	100%	7,57	90%
Min. Ens.Sup.Rec.	779,21	133,94	913,15	928,87	119%	928,73	119%	928,73	119%	872,75	112%
Grands Projets	21,78	0,00	21,78	21,75	100%	15,70	72%	15,70	72%	21,75	100%
Min.Etat Energie Env	1 615,23	9,07	1 624,30	1 589,81	98%	1 193,05	74%	1 193,05	74%	1 549,09	96%
Min. Tél. Econ.Num	37,50	25,07	62,56	51,35	137%	51,35	137%	51,35	137%	50,70	135%
Ministère Elevage	24,51	-0,79	23,72	13,96	57%	13,71	56%	13,64	56%	13,58	55%
Min.Industrie et PME	7,93	2,78	10,71	10,41	131%	9,24	117%	9,24	117%	10,03	126%
Min.Cultu.Arts.Patri	168,89	21,55	190,44	174,71	103%	172,84	102%	172,84	102%	164,03	97%
Sec Etat Anti drogue	5,89	0,00	5,89	5,88	100%	5,88	100%	5,88	100%	5,82	99%
Ensembles des Gouvern	6,94	0,00	6,94	6,94	100%	6,94	100%	6,94	100%	6,94	100%
Min.du Budget	139,27	6,29	145,56	103,92	75%	82,13	59%	82,13	59%	78,33	56%
Médiateur.Répub	15,29	0,00	15,29	14,41	94%	14,41	94%	14,41	94%	14,41	94%
CENI	115,00	210,00	325,00	325,00	283%	325,00	283%	325,00	283%	325,00	283%
Cours.Const	21,55	8,88	30,43	28,39	132%	28,78	134%	28,78	134%	28,39	132%
Cour des Comptes	22,51	14,90	37,41	36,39	162%	36,39	162%	36,39	162%	36,39	162%
Haute Cour de Justic	2,00	-2,00	0,00	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Haut Conseil Collect	2,72	-2,72	0,00	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	2,74	0,00	2,74	2,72	100%	2,72	100%	2,72	100%	2,72	100%
Min.UniteNat.Citoy	12,51	1,50	14,01	13,27	106%	6,79	54%	6,79	54%	12,75	102%
Dépenses Communes	3 951,38	-82,00	3 869,38	2 309,28	58%	1 824,29	46%	1 680,69	43%	2 098,58	53%
Total	14 787,52	718,74	15 506,25	13 294,90	90%	11 757,08	80%	11 571,91	78%	12 558,55	85%

Source: DNB

Tableau 16: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin décembre 2017 (en Mds de GNF)

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Intérêt de la Dette		Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissements dépenses en Capital du BND		Investissements Financiers et Transferts en Capital		Amortissements de la Dette	
				Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Présidence de la Rep	367,22	173,97	541,19	0,00	0%	41,16	11%	439,74	120%	51,62	14%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Primature	79,36	15,50	94,86	0,00	0%	3,15	4%	37,86	48%	4,50	6%	21,52	27%	0,00	0%	0,00	0%
Min.de la Défense	1 817,27	-25,02	1 792,25	0,00	0%	689,51	38%	738,52	41%	222,68	12%	5,33	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Admin.Terr.Dec	335,44	56,89	392,33	0,00	0%	41,55	12%	11,74	3%	85,07	25%	185,91	55%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Sécurité.Prot.Ci	298,67	-3,14	295,54	0,00	0%	212,04	71%	44,84	15%	4,17	1%	8,48	3%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Justice.Gar.Scea	89,85	0,00	89,85	0,00	0%	47,08	52%	29,17	32%	0,12	0%	6,76	8%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Aff.Etran.GEtran	284,99	31,54	316,53	0,00	0%	79,72	28%	165,02	58%	50,29	18%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Ministère du Plan	124,24	1,72	125,96	0,00	0%	23,42	19%	10,03	8%	12,05	10%	3,94	3%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Eco.et Finances	222,27	-3,78	218,48	0,00	0%	132,69	60%	36,30	16%	1,38	1%	27,24	12%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Travail et FP	86,04	4,37	90,41	0,00	0%	28,04	33%	32,35	38%	14,86	17%	2,16	3%	0,00	0%	0,00	0%
Min.de l'Agr	360,78	100,31	461,09	0,00	0%	138,88	38%	9,81	3%	4,30	1%	260,16	72%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Pêche & Aquacul	40,21	0,44	40,65	0,00	0%	26,76	67%	2,59	6%	3,46	9%	3,49	9%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Géo.Min	58,29	19,74	78,03	0,00	0%	32,04	55%	28,04	48%	1,74	3%	1,93	3%	0,00	0%	0,00	0%
Min.EtatTravaux.Pub.	741,05	0,00	741,05	0,00	0%	16,72	2%	1,54	0%	0,00	0%	708,87	96%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Urb.Habit. Const	96,76	0,92	97,68	0,00	0%	26,18	27%	3,40	4%	0,16	0%	4,96	5%	0,00	0%	0,00	0%
Mn.Comm	47,49	0,00	47,49	0,00	0%	32,41	68%	3,06	6%	0,00	0%	1,34	3%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Hotel. Tourisme	16,85	0,00	16,85	0,00	0%	8,78	52%	3,00	18%	1,18	7%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Santé.Hy.Publiq	761,94	-0,79	761,15	0,00	0%	198,93	26%	249,60	33%	39,21	5%	102,35	13%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	53,54	0,00	53,54	0,00	0%	15,18	28%	4,93	9%	4,88	9%	17,22	32%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Ens.pré.univ	1 288,81	0,00	1 288,81	0,00	0%	997,54	77%	127,33	10%	0,44	0%	51,79	4%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	191,95	1,20	193,14	0,00	0%	72,37	38%	13,82	7%	5,78	3%	11,18	6%	0,00	0%	0,00	0%
Minist. Information	32,63	0,00	32,63	0,00	0%	18,96	58%	6,09	19%	0,15	0%	4,19	13%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Jeun.Emploi Jeu	35,07	0,91	35,98	0,00	0%	14,88	42%	6,37	18%	3,23	9%	9,60	27%	0,00	0%	0,00	0%
Assemblée.Nationale	146,49	0,94	147,43	0,00	0%	91,60	63%	0,00	0%	86,39	59%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Cour Suprême	19,23	0,00	19,23	0,00	0%	7,13	37%	0,00	0%	11,00	57%	0,58	3%	0,00	0%	0,00	0%
Haute Autorité. Comm	13,51	0,00	13,51	0,00	0%	1,61	12%	8,31	62%	3,50	26%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Conseil Eco. Social	18,89	0,00	18,89	0,00	0%	8,80	47%	0,00	0%	11,00	58%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Secr. Gal Gouv	10,00	-0,25	9,75	0,00	0%	2,06	21%	1,73	17%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Sec. Affair.Relig.	55,97	0,30	56,27	0,00	0%	4,67	8%	1,27	2%	29,59	53%	15,64	28%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Environ.Eaux.For	80,34	-2,41	77,94	0,00	0%	53,07	66%	9,54	12%	3,03	4%	10,44	13%	0,00	0%	0,00	0%
Ministère Transports	51,14	-1,10	50,04	0,00	0%	30,51	60%	4,11	8%	8,20	16%	3,08	6%	0,00	0%	0,00	0%
Grande Chancel.	8,39	0,00	8,39	0,00	0%	0,51	6%	0,00	0%	7,06	84%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Ens.Sup.Rec.	779,21	133,94	913,15	0,00	0%	139,90	18%	8,78	1%	550,60	71%	110,29	14%	63,17	8%	0,00	0%
Grands Projets	21,78	0,00	21,78	0,00	0%	0,58	3%	0,00	0%	15,12	69%	6,05	28%	0,00	0%	0,00	0%

Min.Etat Energie Env	1 615,23	9,07	1 624,30	0,00	0%	14,13	1%	0,95	0%	1 160,80	72%	373,20	23%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Tél. Econ.Num	37,50	25,07	62,56	0,00	0%	16,87	45%	3,63	10%	3,25	9%	26,95	72%	0,00	0%	0,00	0%
Ministère Elevage	24,51	-0,79	23,72	0,00	0%	8,25	34%	5,23	21%	0,10	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Industrie et PME	7,93	2,78	10,71	0,00	0%	5,57	70%	2,96	37%	0,35	4%	1,15	15%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Cultu.Arts.Patri	168,89	21,55	190,44	0,00	0%	46,12	27%	105,45	62%	4,36	3%	8,11	5%	0,00	0%	0,00	0%
Sec Etat Anti drogue	5,89	0,00	5,89	0,00	0%	0,00	0%	5,82	99%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Ensembles des Gouvern	6,94	0,00	6,94	0,00	0%	0,00	0%	6,94	100%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min.du Budget	139,27	6,29	145,56	0,00	0%	28,73	21%	46,10	33%	0,20	0%	3,30	2%	0,00	0%	0,00	0%
Médiateur.Répub	15,29	0,00	15,29	0,00	0%	10,41	68%	0,00	0%	4,00	26%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
CENI	115,00	210,00	325,00	0,00	0%	0,00	0%	310,00	270%	15,00	13%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Cours.Const	21,55	8,88	30,43	0,00	0%	4,62	21%	0,00	0%	23,77	110%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Cour des Comptes	22,51	14,90	37,41	0,00	0%	7,76	34%	0,00	0%	28,62	127%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Haute Cour de Justic	2,00	-2,00	0,00	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Haut Conseil Collect	2,72	-2,72	0,00	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	2,74	0,00	2,74	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	2,72	100%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min.UniteNat.Citoy	12,51	1,50	14,01	0,00	0%	0,00	0%	12,75	102%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Dépenses Communes	3 951,38	-82,00	3 869,38	423,54	11%	16,07	0%	480,17	12%	714,41	18%	0,00	0%	22,36	1%	441,12	11%
Total	14 787,52	718,74	15 506,25	423,54	3%	3 396,96	23%	3 018,89	20%	3 194,35	22%	1 997,25	14%	85,52	1%	441,12	3%

Source: DNB

Tableau 17 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement y compris FINEX) à fin décembre 2017 (en Mds de GNF)

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Intérêt de la Dette		Traitements et Salaires		Achats de Biens et Services		Subventions et Transferts		Investissements dépenses en Capital du BND		Investissements dépenses en Capital du finex		TOTAL Investissements dépenses en Capital du BND et FINEX		Investissements Financiers et Transferts en Capital		Amortissements de la Dette	
				Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Présidence de la Rep	367,22	173,97	541,19	0,00	0%	41,16	11%	439,74	120%	51,62	14%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Primature	79,36	15,50	94,86	0,00	0%	3,15	4%	37,86	48%	4,50	6%	21,52	27%	0,00	0%	21,52	23%	0,00	0%	0,00	0%
Min.de la Défense	1 817,27	-25,02	1 792,25	0,00	0%	689,51	38%	738,52	41%	222,68	12%	5,33	0%	0,00	0%	5,33	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Admin.Terr.Dec	376,25	56,89	433,13	0,00	0%	41,55	11%	11,74	3%	85,07	23%	185,91	49%	66,79	18%	252,70	58%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Sécurité.Prot.Ci	298,67	-3,14	295,54	0,00	0%	212,04	71%	44,84	15%	4,17	1%	8,48	3%	0,00	0%	8,48	3%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Justice.Gar.Scea	93,11	0,00	93,11	0,00	0%	47,08	51%	29,17	31%	0,12	0%	6,76	7%	0,00	0%	6,76	7%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Aff.Etran.GEtran	284,99	31,54	316,53	0,00	0%	79,72	28%	165,02	58%	50,29	18%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Ministère du Plan	128,28	1,72	130,00	0,00	0%	23,42	18%	10,03	8%	12,05	9%	3,94	3%	39,05	30%	42,99	33%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Eco.et Finances	440,48	-3,78	436,70	0,00	0%	132,69	30%	36,30	8%	1,38	0%	27,24	6%	146,32	33%	173,55	40%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Travail et FP	86,04	4,37	90,41	0,00	0%	28,04	33%	32,35	38%	14,86	17%	2,16	3%	0,00	0%	2,16	2%	0,00	0%	0,00	0%
Min.de l'Agr	489,83	100,31	590,14	0,00	0%	138,88	28%	9,81	2%	4,30	1%	260,16	53%	211,57	43%	471,73	80%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Pêche & Aquacul	102,24	0,44	102,68	0,00	0%	26,76	26%	2,59	3%	3,46	3%	3,49	3%	9,60	9%	13,09	13%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Géo.Min	65,33	19,74	85,07	0,00	0%	32,04	49%	28,04	43%	1,74	3%	1,93	3%	20,59	32%	22,52	26%	0,00	0%	0,00	0%
Min.EtatTravaux.Pub.	1 137,52	0,00	1 137,52	0,00	0%	16,72	1%	1,54	0%	0,00	0%	708,87	62%	90,72	8%	799,59	70%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Urb.Habit. Const	124,86	0,92	125,79	0,00	0%	26,18	21%	3,40	3%	0,16	0%	4,96	4%	0,10	0%	5,07	4%	0,00	0%	0,00	0%
Mn.Comm	50,80	0,00	50,80	0,00	0%	32,41	64%	3,06	6%	0,00	0%	1,34	3%	0,00	0%	1,34	3%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Hotel. Tourisme	16,85	0,00	16,85	0,00	0%	8,78	52%	3,00	18%	1,18	7%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Santé.Hy.Publiq	1 141,78	-0,79	1 140,99	0,00	0%	198,93	17%	249,60	22%	39,21	3%	102,35	9%	148,69	13%	251,04	22%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	117,37	0,00	117,37	0,00	0%	15,18	13%	4,93	4%	4,88	4%	17,22	15%	1,62	1%	18,85	16%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Ens.pré.univ	1 418,96	0,00	1 418,96	0,00	0%	997,54	70%	127,33	9%	0,44	0%	51,79	4%	122,49	9%	174,28	12%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	225,20	1,20	226,39	0,00	0%	72,37	32%	13,82	6%	5,78	3%	11,18	5%	30,62	14%	41,81	18%	0,00	0%	0,00	0%
Minist. Information	32,63	0,00	32,63	0,00	0%	18,96	58%	6,09	19%	0,15	0%	4,19	13%	0,00	0%	4,19	13%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Jeun.Emploi Jeu	60,77	0,91	61,68	0,00	0%	14,88	24%	6,37	10%	3,23	5%	9,60	16%	17,41	29%	27,01	44%	0,00	0%	0,00	0%
Assemblée.Nationale	146,49	0,94	147,43	0,00	0%	91,60	63%	0,00	0%	86,39	59%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Cour Suprême	19,23	0,00	19,23	0,00	0%	7,13	37%	0,00	0%	11,00	57%	0,58	3%	0,00	0%	0,58	3%	0,00	0%	0,00	0%
Haute Autorité. Comm	13,51	0,00	13,51	0,00	0%	1,61	12%	8,31	62%	3,50	26%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Conseil Eco. Social	18,89	0,00	18,89	0,00	0%	8,80	47%	0,00	0%	11,00	58%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Secr. Gal Gouv	10,00	-0,25	9,75	0,00	0%	2,06	21%	1,73	17%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Sec. Affair.Relig.	55,97	0,30	56,27	0,00	0%	4,67	8%	1,27	2%	29,59	53%	15,64	28%	0,00	0%	15,64	28%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Environ.Eaux.For	110,22	-2,41	107,81	0,00	0%	53,07	48%	9,54	9%	3,03	3%	10,44	9%	0,00	0%	10,44	10%	0,00	0%	0,00	0%

Ministère Transports	51,14	-1,10	50,04	0,00	0%	30,51	60%	4,11	8%	8,20	16%	3,08	6%	0,00	0%	3,08	6%	0,00	0%	0,00	0%
Grande Chancel.	8,39	0,00	8,39	0,00	0%	0,51	6%	0,00	0%	7,06	84%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Ens.Sup.Rec.	779,21	133,94	913,15	0,00	0%	139,90	18%	8,78	1%	550,60	71%	110,29	14%	0,00	0%	110,29	12%	63,17	8%	0,00	0%
Grands Projets	21,78	0,00	21,78	0,00	0%	0,58	3%	0,00	0%	15,12	69%	6,05	28%	0,00	0%	6,05	28%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Etat Energie Env	2 126,38	9,07	2 135,46	0,00	0%	14,13	1%	0,95	0%	1 160,80	55%	373,20	18%	1 127,45	53%	1 500,66	70%	0,00	0%	0,00	0%
Min. Tél. Econ.Num	37,50	25,07	62,56	0,00	0%	16,87	45%	3,63	10%	3,25	9%	26,95	72%	0,00	0%	26,95	43%	0,00	0%	0,00	0%
Ministère Elevage	24,51	-0,79	23,72	0,00	0%	8,25	34%	5,23	21%	0,10	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Industrie et PME	12,18	2,78	14,96	0,00	0%	5,57	46%	2,96	24%	0,35	3%	1,15	9%	87,41	718%	88,56	592%	0,00	0%	0,00	0%
Min.Cultu.Arts.Patri	168,89	21,55	190,44	0,00	0%	46,12	27%	105,45	62%	4,36	3%	8,11	5%	0,00	0%	8,11	4%	0,00	0%	0,00	0%
Sec Etat Anti drogue	5,89	0,00	5,89	0,00	0%	0,00	0%	5,82	99%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Ensembles des Gouvern	6,94	0,00	6,94	0,00	0%	0,00	0%	6,94	100%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min.du Budget	139,27	6,29	145,56	0,00	0%	28,73	21%	46,10	33%	0,20	0%	3,30	2%	0,00	0%	3,30	2%	0,00	0%	0,00	0%
Médiateur.Répub	15,29	0,00	15,29	0,00	0%	10,41	68%	0,00	0%	4,00	26%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
CENI	115,00	210,00	325,00	0,00	0%	0,00	0%	310,00	270%	15,00	13%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Cours.Const	21,55	8,88	30,43	0,00	0%	4,62	21%	0,00	0%	23,77	110%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Cour des Comptes	22,51	14,90	37,41	0,00	0%	7,76	34%	0,00	0%	28,62	127%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Haute Cour de Justic	2,00	-2,00	0,00	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Haut Conseil Collect	2,72	-2,72	0,00	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	2,74	0,00	2,74	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	2,72	100%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Min.UniteNat.Citoy	12,51	1,50	14,01	0,00	0%	0,00	0%	12,75	102%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%
Dépenses Communes	3 951,38	-82,00	3 869,38	423,54	11%	16,07	0%	480,17	12%	714,41	18%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	22,36	1%	441,12	11%
	16 857,92	718,74	17 576,65	423,54	3%	3 396,96	20%	3 018,89	18%	3 194,35	19%	1 997,25	12%	2 120,44	13%	4 117,69	23%	85,52	1%	441,12	3%

Source : DNB

Tableau 18: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (hors collectivité) en milliers de GNF

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin décembre		
	Nbre de bénéficiaires	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre de bénéficiaires	
Présidence de la République	12	51 683 227	37 483 272	10	73%
Primature	1	6 000 000	6 000 000	1	100%
Ministère de la Défense Nationale	3	222 665 966	222 665 966	2	100%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	3	34 889 055	31 500 000	3	90%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	3	4 165 486	4 165 486	3	100%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	1	120 930	120 900	1	100%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	2	52 103 482	52 103 482	2	100%
Ministère du Plan	3	13 816 205	13 814 500	3	100%
Ministère de l'Economie et des Finances	2	1 383 465	1 383 465	2	100%
Ministère Travail et Fonction Publique	6	17 247 461	17 247 461	6	100%
Ministère de l'Agriculture	4	5 001 936	5 001 936	4	100%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	4	4 281 807	4 281 807	4	100%
Ministère Mines, Géologie	2	1 735 007	1 735 007	1	100%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	2	50 158 971	50 158 971	2	100%
Ministère du Commerce	1	0	0	0	0%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	1	1 572 310	1 572 310	1	100%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	65	79 639 883	39 625 406	61	50%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Femminine & Enfance	16	6 382 008	6 382 008	16	100%
Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	1	887 930	887 930	1	100%
Ministère de l'Emploi Ens.Technique et Form.Professionnelle	6	11 287 428	11 286 328	4	100%
Ministère de l'Information	2	204 232	204 232	1	100%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	4	3 233 656	3 233 656	4	100%
Assemblée.Nationale	1	86 391 666	86 391 666	1	100%
Cour Suprême de l'Etat	1	11 000 000	11 000 000	1	100%
Haute Autorité de la Communication	1	3 500 000	3 500 000	1	100%
Conseil Economique et Social	1	11 000 000	11 000 000	1	100%
Secretariat Général du Gouvernement	1	0	0	0	0%
Sécrétariat Général aux Affaires Religieuses	8	32 741 769	32 741 769	8	100%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts	6	4 025 000	4 025 000	6	100%
Ministère des Transports	4	8 800 000	8 800 000	4	100%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	2	7 842 420	7 841 220	2	100%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	159	631 201 485	630 748 756	153	100%
Administration et Contrôle des Grands Projets	1	15 119 370	15 119 370	1	100%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	3	1 161 500 000	1 161 500 000	3	100%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	3	3 250 000	3 250 000	3	100%
Ministère de l'Elevage	2	100 000	100 000	1	100%

Ministère industries et des PME	1	350 000	350 000	1	100%
Minintère Culture Arts et Patrimoine	13	5 569 504	5 569 425	13	100%
Ministère du Budget	1	400 000	400 000	1	100%
Médiateur de la République	1	4 000 000	4 000 000	1	100%
Commission Electorale Nationale Indépendante	1	15 000 000	15 000 000	1	100%
Cours Constitutionnelle	1	23 768 074	23 768 074	1	100%
Cour des Comptes	1	28 624 928	28 624 928	1	100%
Haute Cour de Justice	1	0	0	0	0%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	0	0	0	0%
Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	1	2 723 097	2 723 097	1	100%
Dépenses communes	18	758 311 965	748 581 303	10	99%
Total	377	3 383 679 722	3 315 888 730	347	98%

Source : DNB

Tableau 19: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités) en milliers de GNF

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin décembre	
	Nbre de bénéficiaires	Montant	Allocation	
			Montant	Taux
Ens Région Conakry	1	125 000	125 000	100%
Kaloum	1	350 000	350 000	100%
Dixinn	1	350 000	350 000	100%
Matam	1	350 000	350 000	100%
Ratoma	1	350 000	350 000	100%
Matoto	1	350 000	350 000	100%
Gouvernorat Cky	1	2 764 663	2 764 663	100%
Boké	9	1 300 000	1 300 000	100%
Boffa	8	1 125 000	1 125 000	100%
Fria	4	625 000	625 000	100%
Gaoual	8	1 125 000	1 125 000	100%
Koundara	7	1 000 000	1 000 000	100%
Faranah	12	1 675 000	1 675 000	100%
Dabola	9	1 250 000	1 250 000	100%
Dinguiraye	8	1 125 000	1 125 000	100%
Kissidougou	13	1 750 000	1 750 000	100%
Kankan	13	1 800 000	1 800 000	100%
Kérouané	8	1 125 000	1 125 000	100%
Kouroussa	12	1 625 000	1 625 000	100%
Mandiana	12	1 625 000	1 625 000	100%
Siguiri	13	1 750 000	1 750 000	100%
Kindia	10	1 425 000	1 425 000	100%
Coyah	4	625 000	625 000	100%
Dubréka	7	1 000 000	1 000 000	100%
Forécariah	10	1 375 000	1 375 000	100%
Télimélé	14	1 875 000	1 875 000	100%
Labé	13	1 800 000	1 800 000	100%
Koubia	6	875 000	875 000	100%
Lélouma	11	1 500 000	1 500 000	100%
Mali	13	1 750 000	1 750 000	100%
Tougué	10	1 375 000	1 375 000	100%
Mamou	14	1 925 000	1 925 000	100%
Dalaba	10	1 375 000	1 375 000	100%
Pita	12	1 625 000	1 625 000	100%
N'Zérékoré	11	1 550 000	1 550 000	100%
Beyla	14	1 875 000	1 875 000	100%
Guéckédou	10	1 375 000	1 375 000	100%
Lola	9	1 250 000	1 250 000	100%
Macenta	15	2 000 000	2 000 000	100%
Yomou	7	1 000 000	1 000 000	100%
Total	343	51 114 663	51 114 663	100%

Source : DNB

Tableau 20 : Situation Résumée des Opérations Budgetaires de l'Etat en milliards de GNF

(milliards de GNF)	déc-17	déc-17	déc-17
	Prév.	Réal.	Ecart
	LFR 2017	Réal Cum BPC	Cumul
Recettes et dons	15 417,40	14 341,90	-1 075,50
Recettes	13 489,40	12 901,96	-587,44
Secteur minier	2 501,57	2 214,99	-286,58
Secteur non minier	10 987,83	10 686,97	-300,86
Dons	1 928,00	1 439,94	-488,06
Dons affectés	873,00	959,58	86,58
Dons non affectés	1 055,00	448,66	-606,34
dont Recettes BAS Ebola & Autres	0,00	31,70	31,70
Dépenses Totales	15 812,00	16 178,38	366,38
Dépenses courantes	11 104,79	10 662,60	-442,19
dt dépenses courantes primaires	9 948,68	9 906,29	-42,39
Traitements & salaires	3 600,45	3 400,11	-200,34
Autres biens & services	3 130,06	3 392,59	262,53
Subventions & transferts	3 218,17	3 113,59	-104,58
Dette	1 156,10	756,30	-399,80
Intérêts dette extérieure	406,40	189,76	-216,64
Intérêts dette intérieure	749,70	566,55	-183,15
Dépenses en capital	4 685,20	5 395,00	709,80
financement externe FINEX	2 070,00	2 155,19	85,19
fin. interne Investissement hors BAS	2 537,13	3 172,20	635,07
fin. interne Subvention en capital	78,06	67,61	-10,45
Prises part ; Prêts nets ; Autres dep en cap	20,34	72,15	51,81
dont Dépenses BAS Ebola	0,00	48,64	48,64
Solde base prise en charge cptable (PEC)			
Dons et BAS compris	-394,61	-1 836,48	-1 441,87
Dons exclus	-2 322,6	-3 244,7	-922,1
Solde b.PEC. h.dons en % PIB	-2,66%	-3,71%	-1,05%
Arriérés de paiement	0,00	-2,19	-2,19
Intérieurs	0,00	0,00	0,00
Extérieurs	0,00	-2,19	-2,19
Dépenses en cours	0,00	762,35	762,35
Autres ajustements base caisse	0,00	81,37	81,37
Solde base caisse après ajustement	-394,61	-994,94	-600,33
financements identifiés	394,61	994,94	600,33
financement extérieur net	963,53	834,81	-128,72
Tirages	1 387,00	1 195,61	-191,39
Emprunts projets	1 197,00	1 195,61	-1,39
Emprunts hors projet non affectés	190,00	0,00	-190,00
Rééch Bilatéraux et différé hors CdP & crédits fournisseurs	0,00	54,65	54,65
Amortissement dette extérieure	-423,47	-413,65	9,82

Arriérés (réduction -)	0,00	-1,80	-1,80
financement intérieur net	-568,92	160,13	729,05
Système bancaire	376,70	1 299,64	922,94
Banque centrale "PNT1"	-283,70	736,23	1 019,93
Amort titres BCRG	0,00	-283,75	-283,75
Autres	-283,70	736,23	1 019,93
Banques commerciales	660,40	847,15	186,75
financement non bancaire	-945,62	-1 139,51	-193,89
Dû titres arriérés intérieurs (net remb)	0,00	-574,37	-574,37
Var arriérés titres (réduction -)	283,75	0,00	-283,75
Red GSM	0,00	49,75	49,75
Amort div emprunts non bancaires	0,00	0,00	0,00
Remb autres emprunts non bancaires	0,00	0,00	0,00
Autres emprunts non bancaires			
Crédits fournisseurs	0,00		
Autres financements non bancaires	-109,62		
Amort dette intérieure	-836,00	-614,90	221,10
Gap (-)	0,00	0,00	0,00
Solde de Base	153,79	-882,83	-1 036,62
Solde de Base en % PIB	0,18%	-1,01%	-1,19%
Solde de Base hors Ebola & recettes exceptionnelles (rio tinto)	153,79	-882,83	-1 036,62
Solde de Base en % PIB hors recettes exceptionnelles (rio tinto)	0,18%	-1,01%	-1,19%
Solde Primaire	903,49	-316,28	-1 219,77
Solde primaire % PIB	1,03%	-0,36%	-1,39%
PIB (milliards fc) Cadrage macro	87 349,0	87 349,0	0,0

Tableau 21: Ventilation du budget 2017 en fonction des piliers du PNDES à fin décembre 2017
(en millier de GNF)

Piliers			EXECUTION	Taux d'exécution
	LFR	Engagements	Paiements	
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	8 365 123 916	6 985 944 720	6 539 062 538	78,17%
Transformation économique durable et inclusive	3 000 959 486	3 030 344 125	2 959 382 033	98,61%
Développement inclusif du capital humain	3 244 332 302	3 112 507 303	2 949 339 689	90,91%
Gestion durable du capital naturel	177 101 505	166 105 556	110 767 438	62,54%
Total	14 787 517 209	13 294 901 704	12 558 551 698	84,93%